

**MINISTÈRE
DE LA
FAMILLE
ET DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL**

RAPPORT ANNUEL
1965/66



Gouvernement du Québec

MINISTÈRE
DE LA
FAMILLE
ET DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL

RAPPORT ANNUEL
1965/66

Jean-Paul Cloutier, *Ministre* — Roger Marier, *Sous-ministre*

*À son Honneur le Lieutenant-gouverneur,
L'honorable HUGUES LAPointe, C.P., C.R.,
Québec.*

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

*Je vous prie de bien vouloir accepter le rapport
annuel du ministère de la Famille et du Bien-être
social que je vous soumets respectueusement.*

Votre tout dévoué,

*Le Ministre de la famille et du
Bien-être social*

JEAN-PAUL CLOUTIER

Québec, décembre 1966

*À l'honorable JEAN-PAUL CLOUTIER,
Ministre de la Famille
et du Bien-être social,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.*

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel 1965/66 du ministère de la Famille et du Bien-être social.

Ce rapport retrace les points saillants de l'évolution du bien-être social au Québec et reflète les principales activités et réalisations du ministère, durant l'année 1965/66.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'expression de mes meilleurs sentiments.

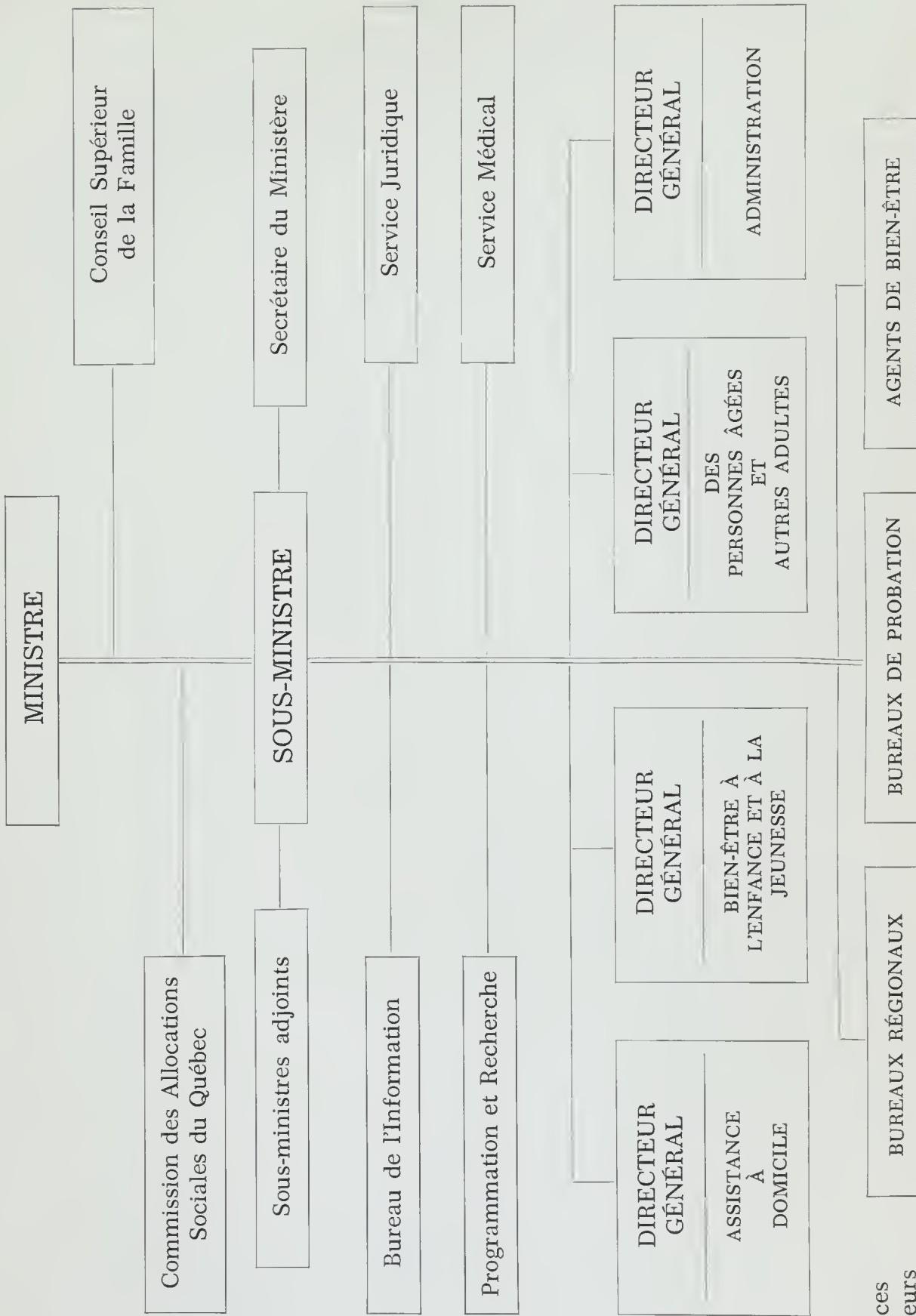
Votre tout dévoué,

*Le Sous-ministre de la Famille
et du Bien-être social*

ROGER MARIER

Québec, décembre 1966

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL



Ministère de la Famille et du Bien-Être social Cadres supérieurs

Ministre: L'Honorable Jean-Paul Cloutier

Ministre d'état: L'Honorable François-Eugène Mathieu

Sous-ministre: Me Roger Marier

Sous-ministres adjoints: MM. J.-Rodolphe Forest
R.-Edgar Guay,
Benoît Levasseur

Secrétaire du ministère: M. André Escojido

Direction générale de l'assistance à domicile

Directeur général: M. Jean-Paul Labelle

Direction générale des services de bien-être à l'enfance et à la jeunesse

Directeur général: Dr Claude Mailhiot

Direction générale des services aux personnes âgées et autres adultes
Directeur général: M. Gérard Nepveu

Direction générale de l'administration

Directeur général: M. Gilles-D. Bergeron

LES SERVICES

INFORMATION

Directeur: M. Luan Asllani

SERVICE JURIDIQUE

Directeur: M. Alphonse Desjardins

SERVICE MÉDICAL

Directeur: Dr Roland Leblanc

PROGRAMMATION ET RECHERCHE

Directeur: M. Gilles Beausoleil

ORGANISMES STATUTAIRES RESPONSABLES AU MINISTRE DE LA FAMILLE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

COMMISSION DES ALLOCATIONS SOCIALES DU QUÉBEC

Président: Me Jean-Marie Bouchard

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA FAMILLE

Président: Dr Philippe Garigue

Introduction

Le présent rapport annuel s'inscrit dans une continuité d'événements, de discussions, de mesures nouvelles de réglementation et d'administration depuis la parution du rapport du comité d'étude sur l'assistance publique (Rapport Boucher) déposé en juin 1963.

Il est à ce titre une sorte de rapport d'étapes des initiatives gouvernementales qui ont été conduites dans les divers secteurs du bien-être social. On peut parler d'étapes, en ce sens que l'année 1965/66 a été une année où le Québec s'est employé à repenser les éléments épars de sécurité sociale par référence à des politiques d'ensemble.

Au cours de cette année, un souci et une plus intense et harmonieuse liaison entre le développement économique et le développement social se sont manifestés de diverses façons. Les positions gouvernementales prises lors de conférences fédérales-provinciales et de conférences intergouvernementales en témoignent.

La place occupée par la question des niveaux de vie dans les esprits des québécois et la considération gouvernementale qui en a été faite a semblé marquer une évolution durant cette période.

Ce souci collectif est venu ajouter une dimension essentielle à la définition des problèmes et des solutions de politique familiale et sociale. Cette question a suscité de fructueuses démarches au plan de la coordination interministérielle des politiques et des programmes gouvernementaux. Les développements à venir en ce domaine peuvent prendre des formes variées. Ce qui apparaît certain, c'est l'existence d'un processus de développement social.

I

une rétrospective sur le bien-être social au Québec

L'organisation des politiques de bien-être social au Québec reflète à la fois les traits culturels du peuple québécois et les conditions socio-économiques prévalentes à une époque donnée. On peut noter deux grandes périodes dans l'évolution de l'assistance sociale depuis l'arrivée des premiers colons français au Québec. La ligne de démarcation entre ces deux périodes peut se situer aux environs de 1921, année de l'adoption de la première loi sociale au Québec.

A) Époque antérieure à la Loi de l'assistance publique (1921)

1) *Les racines françaises*

Les premiers colons à venir s'installer au Québec se recrutent surtout dans les centres urbains et semi-ruraux de la France du XVII^e siècle. Ils apportent alors en Nouvelle-France les coutumes et les institutions sociales avec lesquelles ils sont déjà familiers. Or, la France de cette époque ne reconnaissait aucune responsabilité directe du roi, c'est-à-dire de l'État, à l'endroit du citoyen. Seules la famille et l'Église sont considérées comme responsables des domaines de la santé et du bien-être. Le souverain, la noblesse et la bourgeoisie naissante se contentent de contribuer financièrement aux œuvres de l'Église.

Les antécédents expliquent donc que certaines communautés religieuses se soient vu attribuer de vastes seigneuries dès les débuts de la colonisation. Les revenus de ces seigneuries devaient permettre l'établissement d'hôpitaux, d'institutions pour personnes âgées, d'orphelinats et de crèches pour enfants illégitimes.

2) *Le rôle de la famille et de la paroisse*

La fonction originelle de ces institutions est alors supplétive par rapport au rôle primordial attribué à la famille ou à la communauté paroissiale. Le code civil fraye la voie à l'initiative familiale et privée. La famille au sens large constitue le premier recours des individus dans le besoin. Chaque famille et chaque village accepte comme un devoir sacré de pourvoir à l'entretien de ses infirmes et de ses pauvres. Dès son arrivée au pays, Monseigneur de Laval, met sur pied, dans les principaux centres de la colonie, des comités dits « des pauvres » en vue d'assister les indigents. Ces comités opèrent sur le principe du bénévolat. Les fonds proviennent de collectes à domicile, de dons, de quêtes dans les églises ou même des amendes imposées pour certains délits. Les secours peuvent prendre la forme de somme d'argent, de nourriture, d'outillage ou même de travail.

3) Le rôle grandissant de l'Église catholique

Le système artisanal plus haut décrit pouvait difficilement suffire à la tâche. Par ailleurs, il faut souligner que l'Église constitue à cette époque la seule institution sociale suffisamment bien organisée pour prendre en charge le soulagement systématique de la misère. L'État lui-même se décharge de ce rôle au profit des communautés religieuses; il leur attribue des seigneuries qui leur assurent un revenu relativement stable. En fait, petit à petit, et dès les premiers temps de la colonisation, l'Église assume un rôle grandissant dans le régime d'aide aux indigents. Par la suite, les institutions d'hébergement collectif mises sur pied par les communautés religieuses en vinrent à occuper la première place dans le système d'assistance sociale, surtout en ce qui concerne les soins destinés aux enfants et aux vieillards.

Dans l'ensemble, ces institutions répondent aux trois caractéristiques suivantes :

- 1) elles relèvent d'initiatives strictement privées;
- 2) elles sont confessionnelles, c'est-à-dire principalement catholiques;
- 3) elles sont collectives, c'est-à-dire qu'elles rassemblent sous un même toit un groupe de personnes aux prises avec des problèmes similaires.

Cette dernière caractéristique est imposée par le fait que les services sont assurés par des communautés religieuses qui doivent elles-mêmes vivre collectivement.

4) L'impact de la conquête britannique

Au moment de la conquête, en 1763, l'Église et les communautés religieuses sont les pivots et les artisans du domaine du bien-être et de l'assistance sociale. Les premiers gouverneurs tentent de faire observer les « Poor Laws » britanniques qui datent d'Elizabeth I et qui attribuent aux municipalités la responsabilité première de l'aide aux indigents. Cependant, la population française ignore cette formule nouvelle. L'assistance continue de reposser sur la famille et, surtout, sur les institutions religieuses. Ces dernières disposent de ressources importantes alors que les familles commencent à sentir les effets de l'industrialisation, de l'urbanisation et de la prolétarisation. En fait, la conquête eut pour résultat de provoquer un retranchement de la population du Québec dans son mode traditionnel de vie et la consolidation du réseau d'institutions privées et confessionnelles.

Toutefois, les comités des pauvres, intégrés à la structure administrative du régime français, se disloquent et disparaissent dès les premières années de l'administration anglaise. Ils devaient être remplacés par les Sociétés Saint-Vincent de Paul vers 1845.

Par ailleurs, à partir de 1801, l'État commence à distribuer avec parcimonie des subsides aux institutions hospitalières s'occupant de la surveillance et de l'entretien des malades mentaux, ainsi que des enfants trouvés. Ce fut là un des rares domaines où l'État participa directement à l'assistance aux citoyens déshérités.

En 1832, les institutions municipales sont mises sur pied et on leur attribue la responsabilité de l'assistance directe aux indigents et de l'aide aux institutions privées. Cependant, le Code municipal n'oblige pas formellement la municipalité à assumer ce rôle et cette obligation est considérée comme discrétionnaire.

En 1867, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique reconnaît aux gouvernements provinciaux la responsabilité du bien-être. Pour le Québec, ceci n'implique aucune modification de son régime d'assistance.

En 1869, le gouvernement commence de s'intéresser aux problèmes de l'enfance et des jeunes délinquants. On fonde des « écoles d'industrie » qui sont de véritables prisons pour enfants de six à quatorze ans. Les municipalités doivent contribuer au financement de ces écoles d'industrie et à l'entretien des enfants qui y sont incarcérés.

5) Conclusion

Les trois siècles d'aide aux indigents, dont nous venons d'esquisser rapidement l'histoire, furent donc marqués par le caractère privé, confessionnel et institutionnel du régime d'assistance sociale. Au début de la colonisation, la famille et la paroisse assumèrent d'abord les charges de l'assistance. Rapidement, toutefois, les institutions créées par les communautés religieuses en vinrent à occuper une place prédominante. La conquête britannique changea peu de chose à ce régime. Toutefois, vers la fin de la période, l'État commence d'intervenir, de façon sporadique et parcimonieuse par l'intermédiaire des municipalités ou en versant des subventions à des institutions privées.

B) La Loi de l'assistance publique (1921) et les développements subséquents

L'adoption de la Loi de l'assistance publique en 1921 marque une étape dans le développement de la sécurité sociale au Québec. L'industrialisation et l'urbanisation étaient venues de façon marquée

transformer le mode de vie des Québécois. Avant 1867, au delà de 80% de la population du Québec vivait en milieu rural; en 1921, la proportion avait fléchi à 44%. Le système familial d'assistance, qui avait toujours constitué le premier recours des pauvres, se désorganise. Les institutions voient leur tâche prendre rapidement une ampleur à laquelle elles ne sont pas préparées. Certaines d'entre elles décident, à contrecœur, de présenter au gouvernement des demandes d'aide financière.

La réponse du gouvernement vient sous la forme de la Loi de 1921, qui représente la première intervention systématique et directe de l'État dans le financement de la sécurité sociale au Québec. La réception réservée à cette Loi, par l'opinion publique, reflète surtout la méfiance que l'on entretient vis-à-vis toute initiative publique dans le domaine du bien-être. La loi est très vivement discutée. Le principal argument, avancé contre son adoption, porte précisément sur le rôle attribué au gouvernement dans un domaine réservé jusque là à l'Église catholique. On craint qu'un état de dépendance financière des institutions privées vis-à-vis du gouvernement ne permette à ce dernier d'intervenir dans l'administration des institutions. Cependant, l'opinion des organismes religieux intéressés n'est pas unanime et certaines institutions acceptent immédiatement les offres d'aide de l'État. D'autres devaient attendre pendant plusieurs années avant de demander d'être accréditées comme organismes de bienfaisance.

Par la suite, ces réticences se révèlent sans fondement. En effet, les personnalités qui forment, à cette époque, le gouvernement, ne conçoivent pas que l'État puisse jouer un rôle immédiat dans un régime d'assistance qui s'appuie sur la notion de charité; la charité relève avant tout de l'initiative privée et demeure une responsabilité de nature religieuse. Les longues hésitations qui ont marqué, au sein du gouvernement, l'adoption de la Loi de l'assistance publique, illustrent cette attitude. Ainsi, le résultat principal de cette Loi fut de confirmer le caractère privé des institutions d'assistance et de permettre à ces dernières de puiser dans les fonds publics lorsqu'elles accueillaient ouaidaient une personne indigente.

Par ailleurs, il ne faut pas négliger le fait que les services administratifs, organisés pour assurer l'application de la Loi de l'assistance publique, constituent un premier pas dans une direction que l'État devra inévitablement prendre plus tard. Un « Service d'assistance publique » est créé et placé sous l'autorité du Secrétaire de la Province. Ce dernier précédent facilitera par la suite l'extension des services publics dans le domaine du bien-être.

En vertu de la Loi de l'assistance publique la charge financière de l'assistance est attribuée en parts égales au gouvernement provin-

cial, aux municipalités et aux institutions. Les contributions municipales et gouvernementales sont versées directement aux institutions. Ainsi, aucun organisme gouvernemental n'est habilité à distribuer des secours à domicile.

Par ailleurs, chaque requérant doit faire la preuve de son indigence, d'abord devant le maire de sa municipalité, puis devant l'institution où il désire être admis.

Cette loi devait demeurer en vigueur jusqu'à aujourd'hui sans amendement majeur. Pourtant, au fur et à mesure que les années passent, les lacunes et les faiblesses de la Loi se font de plus en plus sentir; la dépression de 1929 assombrit encore plus la situation. Malgré tout, on se contente d'avoir recours à des mesures temporaires et à des secours directs.

En 1927, le gouvernement fédéral fait son entrée dans le champ de la sécurité sociale grâce à un programme conjoint de pensions de vieillesse. C'est en 1936 que le Québec devait adhérer à ce programme destiné aux personnes âgées de 70 ans ou plus.

D'autre part, en 1933, la Commission Montpetit dépose un rapport préconisant l'assistance à domicile plutôt que le placement des membres d'une famille dans des institutions. La parution de ce rapport stimule l'organisation d'agences de service social de type professionnel et laïque. Ces organismes existaient déjà dans les milieux non-catholiques de Montréal. Comme la Loi de 1921 ne prévoit pas l'existence de ces agences, aucune subvention ne peut leur être versée. Pour contourner la difficulté, on décide de les considérer comme des « institutions sans murs » à partir de 1932. Ainsi, lorsque des agences catholiques de service social s'établissent, elles peuvent se prévaloir de la Loi de 1921.

En 1937, le Québec adopte une loi d'assistance aux mères nécessiteuses. La même année, le Québec accepte un amendement à la Loi fédérale des pensions de vieillesse, qui autorise le versement d'allocations d'assistance aux aveugles dans le besoin. Sur le plan de la législation aucune nouvelle mesure n'est adoptée au Québec jusqu'en 1952. Toutefois, on crée, en 1946, la ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, chargé d'administrer, par l'intermédiaire de la Commission des allocations sociales, les diverses lois québécoises d'assistance, sauf la Loi de l'assistance publique. On lui attribue aussi la responsabilité de la lutte à la délinquance juvénile. En plus, le réseau d'agences de service social se développe parallèlement au régime institutionnel. À Montréal, quatre fédérations d'agences sont formées en tenant compte surtout de la langue et de la religion. La fédération franco-catholique montréalaise sert de modèle à la création d'orga-

nismes similaires dans les autres régions du Québec. Il faut noter que l'apparition de ces organismes, en même temps que l'adoption de quelques lois permettant le versement d'une assistance à domicile, constitue un tournant important dans le développement des mesures de bien-être social au Québec. En effet, cette évolution marque le début d'un abandon progressif des méthodes d'aide sociale fondées uniquement sur des concepts de charité et de bienveillance privée. De plus, par le truchement de conseils d'administration des agences composées de citoyens bénévoles, on remarque le retour de la participation laïque et communautaire au régime de services sociaux. En outre, les techniques du service social professionnel remplacent progressivement les méthodes traditionnelles d'aide aux indigents.

En 1952, en même temps qu'il prend entièrement à son compte les pensions de vieillesse universelles, le gouvernement du Canada propose un nouveau programme conjoint destiné à fournir une aide financière aux personnes dans le besoin âgées de 65 à 70 ans. Trois ans plus tard, un programme similaire permet de verser des allocations aux invalides. Le Québec accepte de participer à des deux programmes.

La création du ministère actuel

En 1956/57, la juridiction du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse est élargie pour englober les orphelinats, les crèches, l'adoption et les institutions d'assistance publique régies par la loi de 1921. L'année suivante, le ministère est scindé en deux: d'une part le ministère de la jeunesse et d'autre part le ministère du Bien-être social. En même temps, on confie au ministère du Bien-être social la tâche d'établir des centres d'accueil pour personnes âgées.

En 1959, le gouvernement du Québec inaugure, avec la participation du gouvernement du Canada, un programme d'assistance financière aux chômeurs qui vient s'ajouter au régime fédéral d'assurance-chômage.

En mai 1960, a lieu la publication des premiers règlements québécois régissant l'assistance à domicile, le placement des enfants et des adultes dans des établissements pour soins spéciaux. Un an plus tard, le ministère du Bien-être social change à nouveau d'appellation et devient le ministère de la Famille et du Bien-être social.

Ce dernier changement est suivi d'une transformation profonde dans la politique sociale du Québec. D'une part, la préservation de l'unité familiale apparaît comme un des objectifs importants de cette politique et en conséquence, le placement des indigents ou des enfants dans des institutions devient une mesure de dernière instance. D'autre part, l'assistance à domicile devient la principale forme d'aide sociale au Québec.

tre part, sans négliger l'aide financière lorsqu'elle est nécessaire, la politique d'assistance sociale vise d'abord à fournir aux requérants les moyens de retrouver une situation normale dans la société et de subvenir par eux-mêmes à leurs besoins. C'est ainsi qu'on cherche à former des services de bien-être qui ont pour fonction de prévenir l'indigence ou de la faire disparaître. Ces objectifs sont clairement réaffirmés dans le rapport du Comité d'étude sur l'assistance publique, soumis au gouvernement du Québec en 1963. Ils seront inscrits dans une prochaine loi générale et unique d'aide sociale.

Par ailleurs, la population prend de plus en plus conscience du véritable rôle que l'État est appelé à remplir au sein de la société québécoise. Progressivement, le gouvernement du Québec, par la voie de son Ministère de la Famille et du Bien-être Social, étend son champ de préoccupation à l'ensemble de la sécurité sociale en exigeant du gouvernement du Canada l'abolition des programmes conjoints d'assistance et le rapatriement de certains programmes-clés comme celui des allocations familiales. Des efforts visant à l'élaboration d'une politique sociale ont d'ailleurs constitué un des faits marquants de l'année 1965/66 au Québec. Ces gestes sont posés dans le but de réorienter la politique de sécurité sociale de façon à la rendre plus apte à la réalisation des objectifs de développement économique et social du Québec.

II

*l'activité et les réalisations du
ministère de la famille et du
bien-être social*

Introduction

Le ministère de la Famille et du Bien-être social a eu à jouer au cours de l'année fiscale 1965/66 un rôle de premier plan. La politique sociale du Québec a fait l'objet d'une révision en fonction des négociations de la province avec le gouvernement d'Ottawa dans le domaine de la sécurité sociale, et en vue d'établir les bases de programmes cohérents destinés à répondre aux besoins de la population québécoise.

L'accent a été mis sur une coordination accrue des divers ministères impliqués dans le processus social, soit, entre autres, ceux de la Santé, de la Famille et du Bien-être social, du Travail, de l'Éducation.

Quant au ministère même de la Famille et du Bien-être social, il a effectué certaines réalisations concrètes qui se sont faites essentiellement dans le secteur de l'assistance sociale. C'est ainsi que les nombreux bénéficiaires des mesures d'assistance financière ont pu, dès le 1er avril 1966, jouir des avantages d'un système d'assistance médicale, qui sera étudié plus loin dans cet exposé.

Toujours dans le but de rendre le programme actuel d'aide aux personnes défavorisées mieux adapté aux conditions socio-économiques de la vie moderne, les prestations versées au groupe des mères de famille dites « nécessiteuses » ont été augmentées sensiblement par une loi qui a pris effet le 1er avril 1966.

Ces transformations importantes ont été réalisées de pair avec d'autres changements au sein de l'organisation proprement dite du ministère. Elles se sont aussi accompagnées de dialogues de plus en plus fréquents et fructueux avec tous les organismes para-gouvernementaux engagés dans le secteur du bien-être social.

Ces innovations constituent un autre jalon essentiel accompli dans le but de faire bénéficier des avantages du progrès social tous les citoyens du Québec.

L'analyse subséquente des structures, du fonctionnement et des responsabilités du ministère permettra de mieux juger l'ampleur de la tâche exécutée. Les structures du ministère de la Famille et du Bien-être social ont été conçues pour répondre aux besoins spécifiques de la population québécoise classée suivant trois grands types de population: les familles, les enfants, les personnes âgées et autres adultes.

On trouve au sein du ministère quatre directions générales:

- 1 — La direction générale de l'Administration, créée au mois d'août 1963;

- 2 — La direction générale des Services de l'assistance sociale à domicile, créée en décembre 1964;
- 3 — La direction générale des Services à l'enfance et à la jeunesse, créée en mars 1965;
- 4 — La direction générale des Services aux personnes âgées et autres adultes, créée en février 1965.

Quatre services complètent l'action des directions générales et du ministère:

1 — Le Service de l'information s'est employé d'une part à renseigner le public québécois sur les activités du Ministère et sur ses réalisations, particulièrement en matière de promotion de l'adoption et de vulgarisation de la législation d'assistance médicale. D'autre part ce service s'est attaché à recueillir, dans la presse écrite, pour le bénéfice des fonctionnaires du Ministère, toutes les informations et toutes les nouvelles qui de près ou de loin ont trait aux questions sociales.

2 — Le Service juridique s'est principalement chargé durant la présente année de prêter ses conseils légaux au Ministère, particulièrement en matière de correspondance à caractère litigieux ou encore de comparution devant les tribunaux. Ce service s'est associé à la préparation de contrats entre le Ministère et diverses institutions reconnues d'assistance publique. Il a aussi contribué à la rédaction ou préparé divers documents légaux associés à l'administration du Ministère.

3 — Le Service médical a dispensé comme par le passé ses services professionnels dans les institutions relevant du Ministère, et en particulier a procédé à l'examen médical des enfants référés aux centres d'accueil. Ce service s'est également occupé de contrôler la qualité des soins dispensés à la clientèle des institutions de bien-être social, les médicaments utilisés dans ces institutions et certains certificats médicaux exigés par les lois sociales du Québec.

4 — Le Service de la Programmation et de la Recherche a rempli auprès du Ministère un rôle conseil en vue de contribuer à la définition des orientations de programmes et de politiques sociales administrés par celui-ci. Il a également participé à des tables rondes où les divers services de Recherche et de Planification du Gouvernement ont discuté leurs problèmes en commun. En liaison étroite avec la direction générale de l'administration, ce service a concentré ses efforts à la mise en forme d'un programme de traitement scientifique de production des données statistiques du Ministère. En coopération avec les directions générales du Ministère, ce Service a dressé un inventaire des diverses ressources en bien-être social et ce, sur la base des dix (10) régions administratives du Québec.

Chapitre 1^{er}: *La direction générale de l'Administration*

La direction générale de l'Administration a pour principale fonction de diriger et coordonner l'action des services administratifs en vue d'apporter la collaboration la plus efficace aux trois autres directions générales. Elle assume la responsabilité du fonctionnement de quatre sous-directions: celle de la gestion du personnel, des services administratifs, des finances et des services spéciaux.

1. La direction des services administratifs établit la coordination entre les directeurs des services auxiliaires, des communications et des services connexes. Ces derniers, étant dans leur sphère de responsabilités, veillent soit à l'approvisionnement général, soit à l'administration proprement dite des édifices logeant le ministère, soit encore à d'autres charges comme le secrétariat général, le fichier, les achats, etc. . .

2. La direction des finances comprend deux services dont l'un a pour rôle l'organisation des budgets des organismes de bien-être, et l'autre la préparation et le contrôle du budget du ministère et la supervision des engagements.

3. La direction de la gestion du personnel comporte trois sections dont l'une est réservée aux conventions collectives, l'autre à la formation du personnel et la troisième à la gestion proprement dite du personnel en place au ministère.

Le personnel à l'emploi du ministère en 1965/66 a eu tendance à diminuer malgré un apport nouveau assez important en personnel professionnel et en dépit d'un accroissement des fonctions du ministère. Les effectifs répartis par directions et par services sont les suivants:

La direction générale de l'Administration	156
La direction générale des services de l'Assistance sociale à domicile	670
La direction générale des services à l'enfance et à la jeunesse	684
La direction générale des services aux personnes âgées et aux autres adultes	19
Le Service des bureaux régionaux et des enquêtes sociales	366
La Commission des allocations sociales	16
Total:	1911

4. La direction des services spéciaux également formée de trois sections, entend s'occuper des méthodes et procédures d'administration utilisées au sein du ministère, du développement de normes administratives, tant au ministère que dans le secteur para-public, et enfin de toutes les questions relatives à la vérification interne.

Chapitre 2^e: *La direction générale des services de l'assistance sociale*

La majorité des prestations versées par le Ministère de la Famille et du Bien-être Social sont faites au titre de l'assistance. Les allocations scolaires constituent une exception à cet égard et une analyse spéciale à leur sujet sera faite en corollaire à cette deuxième partie. Il y sera également question du programme des allocations familiales administré par le gouvernement fédéral. Le versement des prestations d'assistance sociale relève de la compétence de la direction générale des Services d'assistance sociale à domicile et de la Commission des Allocations Sociales du Québec. Pour agir et exercer ses fonctions dans ce domaine, le directeur général des Services d'Assistance sociale à domicile, en liaison dans certains cas avec la Commission, administre les lois suivantes:

la loi de l'assistance publique, la loi concernant l'aide aux personnes invalides, la loi concernant l'aide aux personnes aveugles, la loi concernant l'assistance-vieillesse et la loi concernant l'assistance aux mères nécessiteuses. Toutes ces lois font présentement l'objet d'une étude en vue d'une refonte complète dans le cadre d'une loi unique d'assistance sociale. Un comité de législation du ministère siège depuis le début de mars 1965 pour élaborer les bases d'une nouvelle loi et d'une nouvelle règlementation appelées à transformer la politique de l'assistance au Québec.

Pour l'instant, il existe au Québec deux formes d'assistance dont l'objectif est d'assurer aux bénéficiaires une certaine sécurité de revenu. La première est l'assistance catégorisée, c'est-à-dire l'assistance à certaines catégories de personnes dont le besoin général comme groupe est reconnu par des lois spéciales: c'est le cas des aveugles, des invalides, des vieillards, des mères nécessiteuses. L'admissibilité de chaque cas à l'assistance est déterminée par une évaluation des ressources individuelles.

La deuxième forme d'assistance est celle prévue par la loi de l'assistance publique et comprend l'assistance-chômage et l'assistance

publique proprement dite, c'est-à-dire les suppléments aux allocations, les versements aux filles et veuves de 60 à 65 ans et aux inaptes au travail. C'est une assistance établie à partir des besoins des individus ou des familles et non à partir des seuls revenus de ces personnes.

Les bénéficiaires de ces diverses formes d'assistance jouissent depuis le 1er avril 1966, des avantages d'un régime d'assistance médicale. En vertu de cette nouvelle loi, l'État paie pour les assistés sociaux les soins médicaux et chirurgicaux dispensés à partir du 1er avril 1966, soit au bureau du médecin, soit à domicile, soit à l'hôpital et les examens de diagnostic (radiographie, laboratoire, etc. . .) faits sur ordonnance médicale dans les services externes des hôpitaux du Québec soumis à la Loi de l'assurance-hospitalisation.

Le régime en vigueur s'applique à tous les médecins pratiquant dans le Québec, sauf ceux qui signifient, dans les formes prévues, leur désir de se désengager.

Bien qu'une des principales fonctions de la direction générale des Services d'assistance sociale à domicile soit l'administration des prestations sociales, elle cherche aussi à se pencher sur les causes du besoin des individus et des familles et sur les moyens qui doivent être mis en œuvre pour aider les assistés qui le peuvent à trouver leur place sur le marché du travail et à retirer un salaire d'un emploi rémunéré.

La notion d'assistance, surtout pour les travailleurs aptes au travail ou incapables de travailler pour quelques mois, tend donc à se doubler de services d'orientation, de scolarisation et de formation professionnelle, de placement et de mobilité de main-d'œuvre. Ces services n'ayant pu, pour des raisons diverses, être développés au rythme de l'extension de l'assistance-chômage, la direction générale de l'assistance à domicile s'est consacrée durant les dernières années à développer des projets-pilotes dont les principales caractéristiques sont décrites dans les paragraphes suivants. Deux de ces projets, réalisés à Sainte-Anne de la Pocatière et à Chicoutimi, ont trait à l'orientation et au reclassement des assistés sociaux aptes au travail; mis sur pied à l'hiver 1965, ces projets ont pour but d'identifier les problèmes d'emploi des travailleurs aptes à exercer une occupation et qui ne peuvent le faire à cause de conditions économiques ou et le plus souvent à cause d'un manque de formation ou d'entraînement professionnel. La méthode utilisée pour la réalisation de ces deux projets-pilotes a été celle d'une étude intensive des cas afin de déterminer si les candidats devaient être orientés vers un emploi ou plutôt encouragés à s'inscrire à un cours de pré-emploi ou de formation technique.

Dans les deux régions-pilotes, des résultats positifs ont déjà été enregistrés. C'est ainsi que plus d'une cinquantaine de travailleurs ont fait l'objet de classements spéciaux ou d'inscription à des cours de formation professionnelle. Sans compter que ces deux expériences, menées en étroite collaboration avec d'autres ministères et comités locaux, ont également permis l'étude de problèmes connexes à celui du chômage, tel le redressement d'industries locales ou leur réouverture suivant des circonstances propres à chaque localité.

Un des projets-pilotes importants mis sur pied par la direction générale des services de l'assistance à domicile, a été l'expérience des Îles-de-la-Madeleine. Ce projet a pris naissance en 1963 à la suite d'observations sur les effets de l'assistance-chômage versée aux pêcheurs de l'île. Il était devenu apparent à ce moment-là que les pêcheurs hauturiers préféraient les prestations d'assistance-chômage aux revenus de la pêche. L'irrégularité et une certaine instabilité de ces revenus semblaient favoriser le recours aux prestations, qui offraient toutes les apparences d'une ressource financière, stable et régulière. En conséquence, les pêcheurs laissaient le travail sur les chalutiers tôt dans la saison, ce qui provoquait immédiatement une situation critique de chômage, le nombre d'emplois dans les usines de transformation du poisson pour chaque pêcheur hauturier en mer étant dans la proportion de cinq pour un.

Grâce à une action concertée des ministères des Pêcheries et de la Famille et du Bien-être social, des résultats probants ont été obtenus pour régulariser cette situation. Non seulement les autorités du ministère de la Famille ont-elles remarqué une réduction considérable des volumes d'assistance, mais cette expérience en favorisant une collaboration interministérielle poussée, a également eu des effets directs sur une participation accrue de la population des îles à l'essor économique et social de leur région. C'est ainsi que le projet-pilote des îles, en visant à prévenir le sous-emploi et la détérioration sociale, a permis de constater la nécessité de développer des services liés à l'assistance financière et d'accroître des relations étroites et fonctionnelles entre tous les agents économiques et sociaux qui travaillent au cœur d'une région donnée.

Un autre projet du ministère a été élaboré pour apporter des solutions au problème des invalides et des handicapés physiques considérés comme des inaptes au travail pour une période excédant douze mois. Le 23 février 1965, un comité interministériel était formé pour analyser ces problèmes, définir les responsabilités des ministères de l'Éducation, de la Santé, du Travail et de la Famille et du Bien-être social et établir des mécanismes de coordination de l'action de ces ministères. Dans le cadres des travaux du Comité, la direction générale

des Services de l'assistance à domicile a mis sur pied un projet-pilote d'études d'un groupe de cas dans un comté de la Gaspésie. Les buts de cette expérience sont d'examiner et de reclassifier s'il y a lieu les cas d'invalides et d'inaptes au travail, de mettre à l'épreuve les critères d'évaluation médicale, d'identifier les personnes aptes au travail qui ont été classées comme inaptes et invalides, de préciser le travail de réhabilitation auprès de ce groupe et d'intéresser à ce travail tous les ministères et organismes locaux et régionaux concernés par ces différents problèmes.

Enfin le ministère, dans l'optique du développement des services préventifs aux familles, a mis sur pied à Montréal une autre expérience destinée à favoriser l'implantation des services d'auxiliaires familiales. Les besoins ressentis par les familles de cette région permettront de préciser les modalités d'implantation de cette catégorie de services à l'échelle de toute la province.

Les bureaux régionaux du ministère et les agences sociales

Un des efforts majeurs du ministère de la Famille et du Bien-être social au cours de l'année 1965/66 a été de poursuivre son travail de décentralisation de ses services offerts à la population québécoise. Les bureaux régionaux du ministère mis sur pied depuis 1960, viennent répondre en partie à ce besoin de régionalisation. La responsabilité principale de ces bureaux régionaux porte sur l'évaluation de la situation sociale et économique des personnes et des ménages qui font des demandes d'assistance sociale et sur l'orientation vers les services sociaux et communautaires des assistés qui en ont besoin. Ce sont également eux qui graduellement seront chargés de distribuer les paiements d'assistance, prenant sur ce point la relève des bureaux municipaux de bien-être et des agences sociales.

Quant aux agences sociales, elles ont pour but premier d'offrir à la population du Québec les services sociaux professionnels destinés surtout aux familles, à l'enfance, aux personnes âgées. Ces agences polyvalentes et spécialisées, sont au nombre de 36 et possèdent 57 filiales réparties dans l'ensemble de la province. Relevant de corporations privées à but non lucratif, ces agences ne sont pas sous la responsabilité directe du Ministère de la Famille et du Bien-être social, même si elles sont subventionnées par ce ministère. D'ailleurs, si ce dernier n'a pas une autorité directe sur les activités et le personnel des agences, il exerce un certain contrôle financier sur elles pour vérifier l'utilisation des fonds publics mis à leur disposition et améliorer, si possible, l'allocation efficace de ces fonds.

De plus, à la suite des recommandations du Rapport Boucher et des demandes des agences de service social, le ministère a mis au

point en mars 1965 un nouveau régime de subventions en vue de promouvoir le travail de réhabilitation effectué par les agences. Ce programme met à leur disposition des fonds qui tiennent compte de l'importance numérique de la population desservie par elles.

Chapitre 3^e: *La direction générale des Services à l'enfance et à la jeunesse*

La responsabilité de la direction générale des Services à l'enfance et à la jeunesse porte essentiellement sur les soins aux enfants qui sont hors de leur foyer. Au cours de l'année 1965/66, près de 35,000 d'entre eux ont fait l'objet de placement sous la responsabilité du ministère. Le directeur général de ces services assume en outre la responsabilité d'élaborer une politique cohérente de l'enfance en collaboration avec les personnes travaillant dans ce domaine. Il a sous son contrôle le personnel immédiat rattaché aux deux grands services suivants:

1. Le Service des ressources à l'enfance et à la jeunesse, ayant sous sa responsabilité toutes les institutions pour enfants, privées et publiques.
2. Le Service de l'orientation des placements d'enfants, travaillant en collaboration avec le réseau des agences, des cliniques de bien-être de l'enfance et des services de probation.
3. Le Service de l'orientation des placements d'enfants, chargé des cas de protection, de délinquance et d'assistance publique.

La direction générale des services à l'enfance administre en totalité ou en partie plusieurs lois importantes du ministère; ce sont: la Loi de l'adoption, la Loi de la protection de la jeunesse, la Loi instituant une clinique d'aide à l'enfance et la Loi de l'assistance publique.

Devant les problèmes sérieux du placement des enfants hors de leur foyer, le ministère a élaboré, au cours de l'année dernière, une politique reposant sur la nécessité de maintenir l'enfant dans son cadre familial, chaque fois que cela est possible. Une proposition essentielle de cette politique peut s'exprimer de la façon suivante: quelle que soit la nature du problème d'un enfant, son éloignement de la famille ne doit se faire que dans des cas exceptionnels et ne doit pas se justifier à partir de raisons purement financières.

Le maintien de l'enfant dans sa famille rend plus facile, dans la plupart des cas, son intégration au milieu scolaire. Même dans les

cas où l'enfant doit être placé hors de son foyer, sa présence dans un milieu scolaire normal favorise son apprentissage de la vie sociale. Déjà, les jeunes de plusieurs orphelinats et écoles de protection bénéficient des avantages d'une instruction régulière dans les cadres des commissions scolaires, locales et régionales. Ces politiques ont donné lieu à des directives aux agences sociales et à une refonte de la procédure des placements.

Trois catégories d'enfants sont en général placés hors de leur foyer. Ce sont: 1) l'enfance abandonnée, englobant les orphelins de père et de mère, les enfants rejetés ou provenant de foyers désunis, les illégitimes et tous ceux que les circonstances familiales éloignent de leur maison; 2) l'enfance handicapée, désignant tous les enfants atteints de maladies physiques, psychologiques ou mentales; 3) l'enfance délinquante comprenant tous les enfants ayant dû passer devant le juge, soit à cause d'un délit personnel, soit simplement pour demander protection. Dans chacun des cas, diverses formules de placement reposant sur des ressources institutionnelles différentes ont été développées. Certaines de ces ressources peuvent répondre au problème de plus d'un groupe d'enfants, comme c'est le cas actuellement des foyers nourriciers qui reçoivent des enfants des trois catégories; d'autres ressources au contraire semblent spécifiquement adaptées à des problèmes particuliers de l'enfance. La population totale d'enfants placés hors du foyer se trouve dans les institutions suivantes: les foyers nourriciers et les garderies, les crèches et les orphelinats, les institutions spécialisées, les écoles de protection et les centres d'accueil.

L'ENFANCE ABANDONNÉE

Les services sociaux offerts à l'enfance abandonnée dirigent les enfants soit vers l'adoption ou le foyer nourricier, soit vers les autres ressources institutionnelles mentionnées plus haut.

L'adoption

Le premier service de placement offert aux enfants est l'adoption qui crée de nouveaux liens légaux entre l'enfant et ses parents adoptifs. Cette solution s'avérant l'une des plus satisfaisantes pour répondre aux problèmes de l'enfant sans famille, le ministère de la Famille et du Bien-être social a multiplié au cours de l'année dernière ses rencontres avec les dirigeants des agences engagées dans le domaine de l'adoption dans le but de parer à la diminution du volume de l'adoption, phénomène concurrent à celui de l'augmentation du nombre de naissances hors du mariage. Le ministère a par la suite pris des mesures nécessaires pour mettre sur pied, dès l'automne 1966, une

campagne d'information visant à promouvoir graduellement l'adoption dans l'ensemble de la province.

Les foyers nourriciers

Pour l'enfant qui peut en être bénéficiaire, le foyer nourricier est après le foyer naturel ou le foyer d'adoption, le milieu idéal de vie permettant l'épanouissement normal d'un individu. Il s'adresse plutôt à l'enfant pour qui l'adoption n'est pas une mesure possible ou même souhaitable ou encore à l'enfant dont sa propre famille ne peut prendre soin pour une période de temps plus ou moins longue. Le nombre maximum d'enfants pouvant être placés dans un même foyer est de trois, quand ces enfants ne sont pas issus d'une même famille.

Cette ressource de placement que constituent les foyers nourriciers prend une importance grandissante au Québec, étant donné qu'environ la moitié des enfants placés hors de leur foyer le sont dans des foyers nourriciers.

Les garderies et les pouponnières

Des enfants placés hors de leur foyer, plus de 15% le sont dans des garderies ou des pouponnières. Ce sont là des établissements privés ayant obtenu un permis d'opération du ministère; de dimensions restreintes, on y trouve une grande variété d'enfants pouvant être tout jeunes ou d'âge scolaire, normaux ou handicapés.

Le ministère de la Famille et du Bien-être social exerce un droit de regard sur les conditions d'hygiène, de nourriture et de personnel spécialisé de ces institutions. Il les reconnaît officiellement et leur donne le droit de recevoir des enfants dont il fixe le nombre maximum et le per diem auquel ces institutions ont droit.

Les crèches et les orphelinats

Les crèches sont des institutions de placement pour enfants de l'âge de 0 à 5 ans inclusivement, tandis que les orphelinats recueillent des enfants de 6 à 18 ans. Il existe 6 grandes crèches dans la province abritant souvent plus d'une centaine d'enfants. Quant aux orphelinats, ils sont au nombre de 51 répartis dans l'ensemble du Québec. Les crèches totalisent environ 12% des lits mis à la disposition des enfants dans les institutions du ministère, alors que les orphelinats représentent plus de 45% de ces lits.

Le problème majeur qui se pose au sujet de ces institutions est celui de leur décentralisation et de leurs services. De nombreuses études et plus spécialement les multiples rencontres du Comité inter-

ministériel sur l'enfance exceptionnelle ont démontré le besoin urgent de régionaliser ces ressources, c'est-à-dire de créer de petites unités réparties dans les diverses régions de la province. Une telle décentralisation aurait pour effet de décongestionner les grosses crèches et de favoriser l'implantation de petits centres au sein desquels pourrait régner l'atmosphère familiale qui constitue un facteur essentiel à l'épanouissement normal de l'enfant.

Grâce à sa nouvelle politique de l'enfance qui insiste sur la primauté de la famille comme cadre éducatif pour l'enfant, le ministère de la Famille et du Bien-être social veut remplacer ou transformer selon le cas, ces grandes institutions de façon à les rapprocher plus sensiblement du cadre familial normal. De plus, le ministère a remis entre les mains du ministère de l'Éducation les questions relatives à la formation académique de ces enfants. En effet, les orphelinats dispensaient jusqu'à maintenant l'instruction aux enfants qu'ils gardaient. Le processus d'intégration de ces enfants à l'enseignement dans le système scolaire public est déjà entamé et sera accentué dans le futur. C'est ainsi qu'au cours de l'année écoulée des ententes ont été proposées et acceptées par les régionales de Louis Fréchette, Saguenay, Louis Hémon et Jean Talon pour réaliser une intégration partielle des orphelinats au système scolaire régional.

L'ENFANCE HANDICAPÉE

Les services spécialisés, mis à la disposition de l'enfance handicapée, sont en général des cliniques psycho-sociales, des services psychiatriques attachés à des hôpitaux, ou encore des services de réhabilitation. Cette variété de services est également offerte par la plupart des agences polyvalentes qui ont elles-mêmes dans leurs cadres un personnel affecté au problème spécifique des enfants handicapés, ou qui se contentent, pour celles qui n'ont pas ce personnel, de diriger les enfants vers les services extérieurs existants.

Deux ressources de placement accueillent les enfants handicapés qui doivent résider hors de leur foyer: ce sont les institutions spécialisées d'assistance publique qui recueillent environ 2,800 enfants et les garderies privées qui en reçoivent à peu près 3,000. Les institutions spécialisées se répartissent de la façon suivante: 3 maisons pour sourds-muets, 2 pour aveugles, 4 pour enfants caractériels, 3 pour handicapés physiques, 1 pour épileptiques et 7 pour déficients mentaux éducables.

Des études sont actuellement en cours au ministère de la Famille et du Bien-être social pour essayer de dégager les responsabilités réci-

proques des ministères de la Santé, de l'Éducation et de la Famille relativement à cette catégorie spéciale d'enfants.

L'ENFANCE DÉLINQUANTE OU AYANT BESOIN DE PROTECTION

Chaque année, près de 4,000 enfants ou adolescents sont trouvés coupables de délits devant les cours de justice, qu'il s'agisse de Cours ordinaires ou de celles du Bien-être social. Un certain nombre d'enfants sont ainsi soustraits à la garde de la famille par la décision d'un juge. Le Québec dispose de services et de ressources institutionnelles qui ont pour fin d'assurer la protection et la réhabilitation des jeunes qui doivent faire face à ces situations.

Au titre des services, ce sont les agences de service social polyvalentes et spécialisées qui s'occupent surtout des cas de protection, tandis que les cliniques d'aide à l'enfance et les services de probation assurent la réhabilitation hors les murs des délinquants. Les ressources institutionnelles utilisées pour les jeunes délinquants sont les centres d'accueil et d'observation et surtout les écoles de protection qui se consacrent à la rééducation des jeunes. Nombre de délinquants sont aussi placés en foyers nourriciers sous la tutelle d'officiers de probation.

Les cliniques d'aide à l'enfance

Le ministère de la Famille et du Bien-être social maintient dans la province 2 cliniques d'aide à l'enfance, l'une à Montréal et l'autre à Québec; cette dernière dessert les districts sous la juridiction des Cours de Bien-être social de Québec et de Chicoutimi. Dans les autres régions, ce sont les cliniques psycho-sociales existantes qui remplissent les fonctions dévolues à ces cliniques. Celles-ci cherchent à établir un bon diagnostic psycho-social dans le cas des enfants qui sont traduits devant les cours de bien-être social. Seuls les juges de ces cours ou d'autres cours de district peuvent référer des enfants à ces cliniques. Ces dernières sont pourvues d'un personnel spécialisé qui assure aux enfants les services psychiatriques, psychologiques et sociaux nécessaires pour établir un diagnostic propre à enrayer, si possible, les facteurs de mésadaptation dans chaque cas.

Les services de probation

Les services de probation font l'enquête familiale et sociale préalable à la considération de chaque cas par les juges, soit des cours de Bien-être Social, soit des Cours de magistrat. Ils établissent une liaison entre les demandes qui leur sont faites et les autres services communautaires. La probation est une méthode de traitement indi-

viduel et social des jeunes délinquants qui sont plus ou moins inadaptés. La caractéristique principale de ce service est qu'il s'adresse à des jeunes qui continuent à demeurer dans leur milieu familial ou dans un foyer nourricier. Le groupe de jeunes qui profite des services de probation ne se limite pas seulement aux délinquants reconnus coupables du délit, mais aussi à ceux qui sont en voie de devenir des délinquants à proprement parler.

À la fin de l'année 1965, il existait dans le Québec neuf services de probation sous la responsabilité directe du ministère de la Famille et du Bien-être social. Ces services sont situés dans les villes suivantes : Montréal, Québec, Chicoutimi, Saint-Jérôme, Hull, Sherbrooke et Rouyn. De plus, deux services de probation sont attachés l'un auprès des cours de magistrat de l'ouest du Québec et l'autre auprès de ces cours pour l'est du Québec. Sept autres services de probation seront graduellement créés dans les endroits suivants : Trois-Rivières, Arthabaska, New Carlisle, Rivière-du-Loup, Baie-Comeau, Sept-Îles et Val-d'Or.

Le personnel chargé d'assurer les services de probation auprès de ces adolescents qui ont commis des délits est formé de 111 officiers de probation répartis dans les différents bureaux à travers la province.

Les centres d'accueil et d'observation

Les centres d'accueil et d'observation sont des institutions du ministère de la Famille et du Bien-être social, qui ont pour mission d'héberger temporairement une jeunesse mal adaptée relevant d'une tutelle quelconque de l'État. Ce centre s'adresse à deux catégories spécifiques d'enfants : les délinquants proprement dits et les jeunes ayant besoin de protection, appelés habituellement cas de protection.

Les fonctions spécifiques de ces centres peuvent se définir de la façon suivante : assurer la garde de l'enfant en toute sécurité, donner à l'enfant durant son séjour l'enseignement scolaire régulier pour lui éviter un retard pédagogique, procéder à l'observation objective du comportement de l'enfant pour fins d'analyse clinique et de recommandations adéquates au juge, et organiser la vie de l'enfant en lui procurant des loisirs et des moyens d'expression personnelle. Ces centres d'accueil constituent de véritables foyers de dépannage.

Le Québec compte maintenant quatre centres d'accueil et d'observation. Deux de ces centres sont situés à Montréal, un à Québec, le dernier à Sherbrooke. La politique de décentralisation de ces centres permettra aux jeunes qui s'y trouvent d'être le moins possible éloignés de leur famille. Cette décentralisation supposera l'installation de nouveaux centres dans d'autres régions de la province.

Les écoles de protection

L'école de protection est un centre d'internement dont l'objectif primordial demeure la réadaptation sociale de l'enfant caractériel et délinquant confié par la Cour à la responsabilité du ministère. La philosophie de ces écoles est toute entière axée sur la rééducation du jeune et ne s'inspire aucunement de concepts de pénalisation et de rigorisme.

Le Québec compte actuellement treize écoles de protection auxquelles vient s'ajouter un centre de sécurité maximale, le centre Berthelet. Plus de 1,700 jeunes vivent dans ces maisons; celles pour garçons reçoivent une moyenne de 200 adolescents par institution et celles pour filles, une centaine de pensionnaires chacune.

Le ministère de la Famille et du Bien-être social cherche à transformer de façon radicale le rôle de ces institutions, en permettant à l'enfant qui doit y séjourner de demeurer le plus près possible de son milieu familial, scolaire et social régulier. Pour ce faire, un des premiers objectifs à atteindre par ces institutions est celui de préparer l'entrée de ces enfants dans le cadre de l'éducation régulière et formelle en atténuant par des techniques rééducatives leur handicap émotif, caractériel, intellectuel ou académique. À toutes fins pratiques, l'institution doit dans son organisation matérielle et dans les attitudes de son personnel, créer l'atmosphère de la famille. L'intégration scolaire peut même être réalisée pendant que l'enfant demeure à l'institution et reste sous sa responsabilité. Dans ces cas, l'enfant reviendra à l'institution normalement chaque soir après sa journée à l'école.

À côté de ces écoles de protection à murs ouverts, existe un centre à sécurité maximale pour jeunes délinquants, le Centre Berthelet. L'expérience valable dans le domaine de la rééducation établit le fait qu'un certain nombre de mineurs délinquants réagissent mal à la réadaptation en milieu ouvert. Pour un certain temps au moins, il leur faut vivre dans un milieu plus rigoureusement organisé. Le Centre Berthelet remplit cette fonction d'une maison à sécurité maximale. L'existence de ce centre évite de plus que des mineurs délinquants soient envoyés dans des institutions pénitentiaires pour adultes.

Chapitre 4^e: *La direction générale des Services aux personnes âgées et aux autres adultes.*

Le ministère de la Famille et du Bien-être social s'occupe également des conditions de vie et de logement des personnes âgées et de

certaines autres catégories d'adultes, tels les mères célibataires, certains ex-patients psychiatriques et toutes les autres personnes vivant dans les institutions d'assistance publique. C'est la direction générale des Services aux personnes âgées et autres adultes qui a cette responsabilité. Elle doit procéder à l'étude des problèmes et des besoins des personnes âgées du Québec, trouver des solutions à ces problèmes et assurer la coordination des initiatives des groupes intéressés au bien-être des vieillards. Elle est chargée plus spécifiquement, avec la collaboration de corporations locales à but non lucratif, d'un programme de construction de petits logements et de centres d'hébergement à coût modique.

Les services et les ressources institutionnelles pour les mères célibataires

Les services accordés aux mères célibataires sont assurés par les agences de service social polyvalentes ou spécialisées. Quant aux ressources institutionnelles, elles sont au nombre de cinq dans la province. Trois sont situées à Montréal, une à Québec et l'autre à Trois-Rivières. Le ministère de la Famille et du Bien-être social prépare actuellement deux autres projets de centres d'hébergement et de logement comportant tous les services connexes dont ont besoin la mère célibataire et son enfant.

Les mesures relatives à l'hébergement des personnes âgées

Le problème des personnes âgées est d'envergure si l'on songe que dans le Québec, le nombre des personnes de plus de soixante et cinq ans a triplé au cours de la période allant de 1901 à 1961. Ce nombre est passé de 78,419 à 306,068 personnes durant cet intervalle de soixante années. Les experts estiment que ce nombre atteindra le demi million en 1980. Or des études récentes ont révélé que le nombre de personnes âgées qui optent pour l'hébergement collectif augmente d'année en année et que le taux de cette augmentation semble supérieur à celui de l'accroissement de la population âgée. C'est dire la priorité que le ministère de la Famille et du Bien-être social doit accorder aux mesures d'hébergement pour les personnes âgées.

Dans le but évident d'assurer à la population âgée des logements qui répondent à ces besoins, les autorités du ministère ont d'abord procédé, au cours des dernières années, à une classification des personnes qui doivent être placées. Trois groupes distincts ont été relevés :

- a) celles qui peuvent se déplacer et vaguer à leur entretien, mais qui ont besoin d'hébergement et de protection;

- b) celles qui ont besoin d'hébergement, de protection et d'assistance pour se lever, se vêtir, etc. . . et d'une surveillance médicale occasionnelle avec médicaments appropriés;
- c) celles qui nécessitent une surveillance médicale et une protection maxima.

La responsabilité du ministère ne s'étend qu'aux personnes n'ayant pas besoin de soins hospitaliers, mais devant demeurer en institutions, soit pour leur propre sécurité, soit parce qu'elles ne peuvent recevoir des soins de garde ou des soins médicaux dans un autre endroit. Quand aux autres, le ministère de la Santé par l'intermédiaire de son Service d'assurance-hospitalisation, s'en occupe.

Pour opérer cette classification, il existe depuis bientôt un an à Montréal, la Centrale d'Information et d'Orientation pour les personnes âgées et autres adultes qui ont besoin de soins de garde. Cette centrale dessert toute la région de l'ouest de la province. Un organisme similaire sera bientôt institué pour desservir la région est du Québec.

Les ressources publiques qui peuvent accueillir les personnes âgées sont nombreuses dans le Québec. On peut dénombrer une centaine d'institutions traditionnelles qui sont des hospices et des centres d'accueil pour les vieillards, environ 400 foyers sous la responsabilité d'une direction privée et environ 300 pensions surveillées recueillant quelques personnes à la fois. L'ensemble de ces ressources totalise environ 18,300 lits.

Pour répondre à la demande croissante de besoins d'hébergement collectif, le ministère a depuis quelques années fait porter ses efforts sur le développement de foyers pouvant permettre aux personnes âgées de vivre chez elles comme de véritables locataires à proximité de tous les services requis, étant donné leur âge et leur condition physique et psychique. Au cours de l'année 1965, les plans de plus de 50 centres de logement et d'hébergement ont été élaborés. Quatre de ces centres ont été ouverts dernièrement. Ces quatre foyers prévoient des logements individuels d'une ou deux pièces et sont pourvus de tous les services religieux, médicaux, ou récréatifs à l'usage des personnes âgées.

En plus de la mise en marche de ce programme de centres ordinaires d'hébergement, le ministère prévoit d'établir des centres dotés de caractéristiques spécifiques. Ainsi, deux centres de logement et d'hébergement comportant des services de soins à domicile sont à l'étude pour les villes de *Hull* et de *Saint-Jérôme*. Il est aussi question d'établir deux de ces centres comportant un programme d'ergothérapie pour les adultes handicapés et un foyer spécial fournissant les services appropriés pour les ex-patients psychiatriques. Enfin le ministère envi-

sage d'établir un gîte pour les personnes âgées qui vivent en marge de la société.

Parallèlement à son effort de construction de logements pour personnes âgées, le ministère tentera de coordonner et de développer dans l'avenir le réseau de services à domicile, tels que des services d'infirmières visiteuses, d'aides ménagères, de livraison de repas chauds, etc... qui permettront à un nombre croissant de personnes âgées de demeurer à leur domicile. De cette façon, l'hébergement des personnes âgées dans un centre collectif demeurera une ressource de dernier ressort, une fois qu'auront été exploitées toutes les autres ressources à la disposition du requérant comme la famille, le milieu, le voisinage, etc...

Corollaire: *Les allocations familiales et scolaires*

L'année 1965/66 a été l'occasion pour le gouvernement québécois, par l'entremise du ministère de la Famille et du Bien-être social, de reviser la politique actuelle en matière d'allocations familiales et scolaires.

Dans nos sociétés industrielles où les salaires sont déterminés surtout en fonction du marché et de la productivité de la main-d'œuvre, ces deux sortes d'allocations sont un des moyens dont dispose un gouvernement pour compenser les charges additionnelles qu'impose aux familles l'accroissement du nombre de leurs enfants.

Actuellement pour le Québec, le système des allocations familiales est d'origine fédérale, alors que celui des allocations scolaires est provincial. Des études poussées se poursuivent actuellement pour arriver à réorganiser complètement ces systèmes dans le but évident de les rendre mieux adaptés aux conditions de la vie moderne.

Pour l'instant, la Loi fédérale sur les allocations familiales prévoit une allocation mensuelle de \$6. pour chaque enfant de moins de dix ans et de \$8. pour chaque enfant de dix à seize ans, payable à la mère ou au tuteur d'un enfant né au Canada ou qui y réside depuis un an. L'allocation cesse d'être payable si l'enfant quitte le pays ou si un enfant d'âge scolaire ne fréquente pas l'école et ne reçoit pas une instruction équivalente.

Quant à la Loi concernant les allocations scolaires, elle permet une allocation mensuelle de \$10. versée à la mère ou au tuteur des enfants de seize et dix-sept ans qui poursuivent leurs études. Cette loi fut votée par la législature québécoise en septembre 1961. Au cours de l'année 1965/66, plus de 145,000 enfants ont bénéficié des avantages de cette loi.

III

les statistiques sur l'assistance sociale au québec

Liste des tableaux

- Tableau 1 —** Bénéficiaires des allocations aux aveugles selon le sexe et l'état civil, Québec, 1960-66
- Tableau 2 —** Déboursés totaux et allocation mensuelle moyenne pour les aveugles, Québec, 1960-66
- Tableau 3 —** Répartition des bénéficiaires des allocations aux aveugles selon l'allocation mensuelle moyenne, Québec, 1965/66
- Tableau 4 —** Bénéficiaires des allocations aux invalides selon le sexe et l'état civil, Québec, 1960-66
- Tableau 5 —** Déboursés totaux et allocation mensuelle moyenne pour les invalides, Québec, 1960-66
- Tableau 6 —** Répartition des bénéficiaires des allocations aux invalides selon l'allocation mensuelle moyenne, Québec, 1965/66
- Tableau 7 —** Bénéficiaires des allocations aux mères nécessiteuses selon l'état civil, Québec, 1960-66
- Tableau 8 —** Déboursés totaux et allocation mensuelle moyenne pour les mères nécessiteuses, Québec, 1960-66
- Tableau 9 —** Répartition des bénéficiaires des allocations aux mères nécessiteuses selon l'allocation mensuelle moyenne, Québec, 1965/66
- Tableau 10 —** Répartition des enfants des mères nécessiteuses par groupe d'âge, Québec, 1965/66
- Tableau 11 —** Répartition des bénéficiaires d'allocations aux mères nécessiteuses selon la dimension de leur famille, Québec, 1965/66
- Tableau 12 —** Déboursés d'assistance à l'enfance et d'assistance spéciale, Québec, 1962-66
- Tableau 13 —** Déboursés d'assistance-chômage d'après les réclamations provisoires des agences sociales et services municipaux de Bien-être, Québec, 1962-66

Tableau 14 — Bénéficiaires des allocations d'assistance aux personnes inaptes au travail pour plus de douze mois, Québec, 1960-66

Tableau 15 — Déboursés totaux et allocation mensuelle moyenne pour les personnes inaptes au travail pour plus de douze mois, Québec, 1960-66

Tableau 16 — Répartition des bénéficiaires des allocations aux personnes inaptes au travail pour plus de douze mois selon l'allocation mensuelle moyenne, Québec, 1965/66

Tableau 17 — Répartition des bénéficiaires d'allocations aux personnes inaptes au travail pour plus de douze mois selon la dimension de leur famille, Québec, 1965/66

Tableau 18 — Déboursés pour les allocations familiales et nombre de familles recevant ces allocations, Canada et Québec, 1960-66 (année fiscale)

Tableau 19 — Nombre de bénéficiaires des allocations familiales et allocation mensuelle moyenne par enfant, Canada et Québec, 1960-66 (année fiscale)

Tableau 20 — Nombre de bénéficiaires et déboursés d'allocations scolaires, Québec, 1961-66

Tableau 21 — Répartition procentuelle des placements selon les catégories d'enfants, Québec, 1965/66

Tableau 22 — Répartition des enfants placés par catégories de ressources institutionnelles, Québec, 1965/66

Tableau 23 — Nombre de naissances illégitimes et d'adoptions légales, et adoptions légales en pourcentage des naissances illégitimes, Québec, 1960-66

Tableau 24 — Nombre de bénéficiaires et déboursés au titre de la sécurité de la vieillesse, Québec, 1963-66

Tableau 25 — Nombre de bénéficiaires et déboursés au titre de l'assistance-vieillesse, Québec, 1960-66

Tableau 26 — Nombre de bénéficiaires et déboursés au titre de l'aide supplémentaire à la sécurité de la vieillesse, Québec, 1961-66

Tableau 27 — Nombre de bénéficiaires et déboursés au titre des allocations aux filles et veuves de 60 à 65 ans, Québec, 1961-66

Tableau 1

BÉNÉFICIAIRES DES ALLOCATIONS AUX AVEUGLES SELON LE SEXE ET L'ÉTAT CIVIL, QUÉBEC, 1960-66

Données pour l'année	Nombre de bénéficiaires	Hommes	Sexe Femmes	Célibataires	Mariés ou veufs ou veuves	Autres
1960 (au 31 décembre 1960)	2,961	1,527	1,434	1,489	1,129	225
1961 (au 31 décembre 1961)	2,925	1,870	1,055	1,494	1,095	214
1962 (au 31 décembre 1962)	2,879	1,471	1,408	1,483	1,070	205
1963 (au 31 décembre 1963)	2,849	1,476	1,373	1,482	1,056	195
1964-65 ⁽¹⁾ (au 31 mars 1965)	2,843	1,467	1,376	1,495	1,043	188
1965-66 (au 31 mars 1966)	2,712	1,441	1,271	1,384	991	202
						135

(1) La période couverte par les données est à partir de l'année 1964, sur la base de l'année fiscale plutôt que sur celle de l'année civile.

Source: Rapport annuel de la Commission des allocations sociales du Québec, Québec.

Tableau 2

**DÉBOURSÉS TOTAUX ET ALLOCATION MENSUELLE MOYENNE
POUR LES AVEUGLES, QUÉBEC, 1960-66**

Données pour l'année	Déboursés totaux ⁽¹⁾	Allocation mensuelle par bénéficiaire
1960	\$ 1,956,076.78	\$ 53.96
1961	\$ 1,895,027.19	\$ 53.67
1962	\$ 2,289,507.88	\$ 59.66
1963	\$ 2,295,507.16	\$ 62.94
1964-65	\$ 2,610,884.27	\$ 73.61
1965-66	\$ 2,569,795.19	\$ 73.29

(1) Les déboursés totaux comprennent les déboursés en allocations supplémentaires.

Sources: Rapport annuel de la Commission des allocations sociales du Québec, Québec et tableau 1.

Tableau 3

RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES DES ALLOCATIONS AUX AVEUGLES
SELON L'ALLOCATION MENSUELLE MOYENNE, QUÉBEC, 1965/66

Allocation mensuelle	Nombre de bénéficiaires	Répartition procentuelle %
Moins de \$30.	32	1.17
\$30. — \$44.	35	1.30
\$45. — \$59.	43	1.58
\$60. — \$74.	76	2.80
\$75.	2,526	93.15
Total	2,712	100.00

Source: Rapport annuel de la Commission des allocations sociales du Québec, Québec.

Tableau 4

BÉNÉFICIAIRES DES ALLOCATIONS AUX INVALIDES SELON LE SEXE ET L'ÉTAT CIVIL, QUÉBEC, 1960-66

Données pour l'année (au 31 décembre)	Nombre de bénéficiaires (²)	Sexe		Célibataires	Mariés ou veufs	Autres
		Hommes	Femmes			
1960 (au 31 décembre 1960)	24,281	11,972	12,309	15,435	5,950	1,916
1961 (au 31 décembre 1961)	22,693	11,069	11,624	15,156	5,055	15,078
1962 (au 31 décembre 1962)	21,572	10,764	10,808	14,916	4,605	1,268
1963 (au 31 décembre 1963)	20,887	10,267	10,620	14,967	4,158	1,041
1964-65 ⁽¹⁾ (au 31 mars 1965)	20,171	10,005	10,166	14,888	3,791	843
1965-66 (au 31 mars 1966)	19,603	9,781	9,822	14,839	3,352	803
						609

(1) La période couverte par les données est à partir de l'année 1964 sur la base fiscale plutôt que sur celle de l'année civile.

(2) La diminution du nombre de cas d'invalides au cours de la période résulte de certains d'entre eux à d'autres programmes d'assistance.

Source: Rapport annuel de la Commission des allocations sociales du Québec, Québec.

Tableau 5

**DÉBOURSÉS TOTAUX ET ALLOCATION MENSUELLE MOYENNE
POUR LES INVALIDES, QUÉBEC, 1960-66**

Données pour l'année	Déboursés totaux ⁽¹⁾	Allocation mensuelle par bénéficiaire	
1960	\$ 16,283,357.17		\$ 53.98
1961	\$ 15,181,627.05		\$ 53.99
1962	\$ 17,463,749.59		\$ 60.21
1963	\$ 16,869,737.49		\$ 64.30
1964-65	\$ 18,641,418.17		\$ 74.27
1965-66	\$ 18,241,579.30		\$ 74.20

(1) Les déboursés totaux comprennent les déboursés en allocations supplémentaires.

Sources: Rapport annuel de la Commission des allocations sociales du Québec, Québec et tableau 4.

Tableau 6

RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES DES ALLOCATIONS AUX INVALIDES
SELON L'ALLOCATION MENSUELLE MOYENNE, QUÉBEC, 1965/66

Allocation mensuelle	Nombre de bénéficiaires	Répartition proportionnelle %
Moins de \$30.	78	0.39
\$30. — \$44.	95	0.49
\$45. — \$59.	199	1.01
\$60. — \$74.	468	2.39
\$75.	18,763	95.72
Total	19,603	100.00

Source: Rapport annuel de la Commission des allocations sociales du Québec, Québec.

Tableau 7

BÉNÉFICIAIRES DES ALLOCATIONS AUX MÈRES NÉCESSITEUSES
SELON L'ÉTAT CIVIL, QUÉBEC, 1960-66

Données pour l'année	Nombre de bénéficiaires ⁽¹⁾	Veuves	Mères abandonnées	État civil	Mères avec époux invalide	Autres
1960 (au 31 décembre 1960)	20,311	7,991	2,224	7,830	2,226	
1961 (au 31 décembre 1961)	19,357	8,575	2,769	6,108	1,905	
1962 (au 31 décembre 1962)	19,255	8,458	2,763	6,161	1,873	
1963 (au 31 décembre 1963)	19,218	13,140	3,701	1,443	934	
1964-65 (au 31 mars 1965)	15,785	9,639	4,157	1,376	613	
1965-66 (au 31 mars 1966)	15,816	10,318	4,743	161	594	

(1) La diminution du nombre de cas de mères nécessiteuses résulte de l'admissibilité de certaines d'entre elles à d'autres programmes d'assistance.

Source: Rapport annuel de la Commission des allocations sociales du Québec, Québec.

Tableau 8

**DÉBOURSÉS TOTAUX ET ALLOCATION MENSUELLE MOYENNE
POUR LES MÈRES NÉCESSITEUSES, QUÉBEC, 1960-66**

Données pour l'année	Déboursés totaux ⁽¹⁾	Allocation mensuelle par bénéficiaire	
1960	\$ 19,793,321.44	\$ 76.94	
1961	\$ 18,936,313.25	\$ 79.92	
1962	\$ 22,378,343.03	\$ 95.27	
1963	\$ 20,817,194.20	\$ 96.55	
1964-65	\$ 21,067,715.20	\$104.59	
1965-66	\$ 20,882,057.89	\$109.28	

(1) Les déboursés totaux comprennent les déboursés en allocations supplémentaires. Leur diminution depuis 1962 s'explique par le transfert de certains cas à d'autres programmes d'assistance.

Sources: Rapports annuels de la Commission des allocations sociales du Québec,
Québec et tableau 7.

Tableau 9

RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES DES ALLOCATIONS AUX MÈRES NÉCESSITEUSES
SELON L'ALLOCATION MENSUELLE MOYENNE, QUÉBEC, 1965/66

Allocation mensuelle	Nombre de bénéficiaires	Répartition procentuelle %
Moins de \$30	215	1.35
\$39 — \$59	1,051	6.65
\$60 — \$89	2,416	15.28
\$90 — \$119	5,215	32.97
\$120 — \$149	4,853	30.68
\$150 — \$179	1,681	10.63
\$180 — \$209	328	2.07
\$210 — \$239	57	0.37
Total	15,816	100.00

Source: Rapport annuel de la Commission des allocations sociales du Québec, Québec.

Tableau 10

**RÉPARTITION DES ENFANTS DES MÈRES NÉCESSITEUSES
PAR GROUPE D'ÂGE, QUÉBEC, 1965/66**

Âge	Nombre d'enfants	Répartition procentuelle %	
0 — 5	4,175	10.13	
6 — 9	7,466	18.11	
10 — 12	8,096	19.65	
13 — 15	9,756	23.67	
16 et plus	11,720	28.44	
Total	41,213	100.00	

Source: Rapport annuel de la Commission des allocations sociales du Québec, Québec.

Tableau 11

RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES D'ALLOCATIONS AUX MÈRES NÉCESSITEUSES
SELON LA DIMENSION DE LEUR FAMILLE, QUÉBEC, 1965/66

Nombre d'enfants par famille	Nombre de bénéficiaires	Répartition procentuelle %
1	5,022	31.75
2	4,240	26.81
3	2,766	17.48
4	1,710	10.82
5	977	6.17
6 et 7	821	5.19
8 et 9	215	1.36
10 et plus	65	0.42
Total	15,816	100.00

Source: Rapport annuel de la Commission des allocations sociales du Québec, Québec.

Tableau 12
 DÉBOURSÉS D'ASSISTANCE À L'ENFANCE ET D'ASSISTANCE SPÉCIALE,
 QUÉBEC, 1962-66

Année	Montants
1962/63	\$ 6,114,195.89
Avril-62	5,673,959.42
Octobre-62	72,611,772.58
Total pour l'année	
1963/64	6,861,063.06
Avril-63	6,276,846.60
Octobre-63	78,355,611.01
Total pour l'année	
1964/65	6,786,530.27
Avril-64	7,072,477.54
Octobre-64	83,855,970.12
Total pour l'année	
1965/66	7,617,001.52
Avril-65	7,898,470.61
Octobre-65	92,962,743.38
Total pour l'année	

Source: Données comptables du ministère de la Famille et du Bien-être social, Québec.

Tableau 13

DÉBOURSÉS D'ASSISTANCE-CHÔMAGE D'APRÈS LES RÉCLAMATIONS PROVISOIRES DES
AGENCES SOCIALES ET SERVICES MUNICIPAUX DE BIEN-ÊTRE, QUÉBEC, 1962-66

Année	Montants
1962/63	
Avril-62	\$ 5,038,477.99
Octobre-62	4,569,258.75
Total pour l'année	59,347,409.95
1963/64	
Avril-63	5,544,776.65
Octobre-63	4,853,419.90
Total pour l'année	61,143,668.65
1964/65	
Avril-64	5,487,212.22
Octobre-64	5,212,643.07
Total pour l'année	64,421,536.58
1965/66	
Avril-65	5,623,694.26
Octobre-65	5,346,620.86
Total pour l'année	64,822,461.48

Source: Données comptables du ministère de la Famille et du Bien-être social, Québec.

Tableau 14

BÉNÉFICIAIRES DES ALLOCATIONS D'ASSISTANCE AUX PERSONNES
INAPTES AU TRAVAIL POUR PLUS DE DOUZE MOIS, QUÉBEC, 1960-66

Données pour l'année	Nombre de bénéficiaires
1960 (au 31 décembre 1960)	8,053
1961 (au 31 décembre 1961)	12,695
1962 (au 31 décembre 1962)	11,876
1963 (au 31 décembre 1963)	13,778
1964-65 (au 31 mars 1965)	14,099
1965-66 (au 31 mars 1966)	14,844

Source: Rapport annuel de la Commission des allocations sociales du Québec, Québec.

Tableau 15

DÉBOURSÉS TOTAUX ET ALLOCATION MENSUELLE MOYENNE POUR LES PERSONNES INAPTES AU TRAVAIL POUR PLUS DE DOUZE MOIS, QUÉBEC, 1960-66

Données pour l'année	Déboursés totaux ⁽¹⁾	Allocation mensuelle par bénéficiaire
1960 (du 15 mai au 31 décembre)	\$ 2,141,907.57	\$ 69.81
1961	\$ 9,323,898.40	\$ 68.24
1962	\$ 11,799,133.84	\$ 77.90
1963	\$ 13,156,046.27	\$ 83.44
1964-65	\$ 14,819,772.73	\$ 87.86
1965-66	\$ 15,902,598.42	\$ 89.79

(1) Les déboursés totaux comprennent les déboursés en allocations supplémentaires.

Source: Rapport annuel de la Commission des allocations sociales du Québec, Québec.

Tableau 16

RÉPARTITION DES BÉNÉFIAIRES DES ALLOCATIONS AUX PERSONNES
INAPTES AU TRAVAIL POUR PLUS DE DOUZE MOIS SELON
L'ALLOCATION MENSUELLE MOYENNE, QUÉBEC, 1965/66

Allocation mensuelle	Nombre de bénéficiaires	Répartition procentuelle %	
Moins de \$30	287	1.93	
\$30 — \$59	3,106	20.92	
\$60 — \$89	5,083	34.25	
\$90 — \$119	2,815	18.96	
\$120 — \$149	2,108	14.20	
\$150 — \$179	1,103	7.43	
\$180 — \$209	285	1.92	
\$210 — \$239	57	0.30	
Total	14,844	100.00	

Source: Rapport annuel de la Commission des allocations sociales du Québec, Québec.

Tableau 17

**RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES D'ALLOCATIONS AUX PERSONNES
INAPTES AU TRAVAIL POUR PLUS DE DOUZE MOIS
SELON LA DIMENSION DE LEUR FAMILLE, QUÉBEC, 1965/66**

Nombre d'enfants par famille	Nombre de bénéficiaires	Répartition procentuelle %
0	8,000	53.89
1	1,796	12.10
2	1,398	9.42
3	1,053	7.09
4	801	5.40
5	602	4.05
6 et 7	691	4.66
8 et 9	345	2.32
10 et plus	158	1.07
Total	14,844	100.00

Source: Rapport annuel de la Commission des allocations sociales du Québec, Québec.

Tableau 18

DÉBOURSÉS POUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES ET NOMBRE DE FAMILLES RECEVANT CES ALLOCATIONS,
CANADA ET QUÉBEC, 1960-66 (année fiscale)

Année	Déboursés totaux par année		Nombre de familles		Allocation mensuelle moyenne	
	Canada	Québec	Canada	Québec	Canada	Québec
1960/61	\$506,191,647 — \$154,185,228		2,602,930 — 722,592		\$ 16.42	\$ 17.99
1961/62	\$520,781,193 — \$157,712,911		2,649,317 — 739,126		\$ 16.58	\$ 17.96
1962/63	\$531,566,349 — \$160,299,079		2,680,745 — 752,413		\$ 16.63	\$ 17.87
1963/64	\$538,312,224 — \$162,172,423		2,711,272 — 766,364		\$ 16.67	\$ 17.74
1964/65	\$545,775,231 — \$163,888,091		2,746,549 — 780,305		\$ 16.68	\$ 17.60
1965/66	\$551,734,824 — \$164,972,052		2,785,636 — 787,413		\$ 16.64	\$ 17.48

Source: Rapports annuels, 1959-66, Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, Canada.

Tableau 19

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET
 ALLOCATION MENSUELLE MOYENNE PAR ENFANT, CANADA ET QUÉBEC,
 1960-66 (année fiscale)

Année	Nombre d'enfants bénéficiaires		Moyenne d'enfants par famille		Allocation mensuelle moyenne par enfant Canada Québec
	Canada	Québec	Canada	Québec	
1960/61	6,397,134	1,937,918	2.46	2.68	\$ 6.68
1961/62	6,562,287	1,976,677	2.48	2.67	\$ 6.69
1962/63	6,659,880	1,999,894	2.48	2.66	\$ 6.69
1963/64	6,736,157	2,017,190	2.48	2.63	\$ 6.70
1964/65	6,817,013	2,037,605	2.48	2.61	\$ 6.71
1965/66	6,865,057	2,041,219	2.46	2.59	\$ 6.70

Source: Rapports annuels, 1959-66, Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, Canada.

Tableau 20

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ET DÉBOURSÉS D'ALLOCATIONS SCOLAIRES,
QUÉBEC, 1961-66

Données pour l'année	Nombre de bénéficiaires	Déboursés totaux
1961/62 ⁽¹⁾	97,830	\$ 6,145,630.00
1962/63	113,411	\$ 10,878,760.00
1963/64	128,885	\$ 12,529,320.00
1964/65	139,158	\$ 13,593,150.00
1965/66	145,516	\$ 17,546,036.00

(1) Pour l'année 1961-62, le programme d'allocations scolaires a été appliqué du mois de septembre 1961 au mois de mars 1962.

Tableau 21

RÉPARTITION PROCENTUELLE DES PLACEMENTS SELON LES
CATÉGORIES D'ENFANTS, QUÉBEC, 1965/66

Catégories d'enfants	Répartition procentuelle %
Enfants abandonnés	81.18
Enfants handicapés	13.86
Enfants délinquants	4.96
TOTAL	100.00

Source: Données de la Direction générale à l'enfance et à la jeunesse, Ministère de la Famille et du Bien-être social, Québec.

Tableau 22

**RÉPARTITION DES ENFANTS PLACÉS PAR CATÉGORIES DE
RESSOURCES INSTITUTIONNELLES, QUÉBEC, 1965/66**

Ressources institutionnelles	Nombre d'enfants au 31-3-66	Répartition procentuelle %	
Foyers et garderies	22,955	61.72	
Orphelinats et crèches	7,234	19.46	
Institutions spécialisées	5,156	13.86	
Centres de rééducation	1,842	4.96	
Total:	37,187	100.00	

Note: Centres d'accueil: Ces centres reçoivent temporairement, pour observation et examens, des enfants qui, après jugement sont, soit renis aux parents sous surveillance d'un officier de probation, soit dirigés vers l'une ou l'autre des ressources mentionnées plus haut. Parce que déjà inclus dans les nombres mentionnés en regard de chacune des ressources, il n'y a pas lieu de les additionner au nombre d'enfants placés chaque année.

Source: Données de la Direction générale des services à l'enfance et à la jeunesse, ministère de la Famille et du Bien-être social, Québec.

Tableau 23

NOMBRE DE NAISSANCES ILLÉGITIMES ET D'ADOPTIONS LÉGALES,
ET ADOPTIONS LÉGALES EN POURCENTAGE DES
NAISSANCES ILLÉGITIMES, QUÉBEC, 1960-66

Année	Nombre de naissances illégitimes	Nombre d'adoptions légales	Pourcentage %
1960/61	4,902	3,451	70.39
1961/62	4,931	3,174	64.36
1962/63	5,195	3,207	61.73
1963/64	5,644	3,514	62.26
1964/65	5,961	3,319	57.22
1965/66	6,223	3,130	50.30

Source: Données de la Direction générale des services à l'enfance et à la jeunesse, ministère de la Famille et du Bien-être social, Québec.

Tableau 24

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ET DÉBOURSÉS AU TITRE DE LA
SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE, QUÉBEC, 1963-65

Année	Nombre de bénéficiaires	Déboursés mensuels	Déboursés annuels
1963 (au 31 mars)	207,405	\$ 13,153,715	\$ 155,359,915
1964 (au 31 mars)	207,917	\$ 15,483,329	\$ 171,996,794
1965 (au 31 mars)	214,294	\$ 15,942,876	\$ 189,682,327

Source: Rapport annuel, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, Canada 1965/66.

Tableau 25

**NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ET DÉBOURSÉS AU TITRE DE
L'ASSISTANCE-vieillesse, QUÉBEC, 1960-66**

Année	Nombre de bénéficiaires	Déboursés totaux ⁽¹⁾	Allocation mensuelle par bénéficiaire
1960/61 (au 31 mars 1961)	35,563	\$ 21,819,299.50	\$ 51.54
1961/62 (au 31 mars 1962)	35,129	\$ 21,946,958.27	\$ 51.17
1962/63 (au 31 mars 1963)	36,965	\$ 27,436,686.50	\$ 61.85
1963/64 (au 31 mars 1964)	38,073	\$ 29,190,991.83	\$ 63.89
1964/65 (au 31 mars 1965)	39,239	\$ 34,661,273.22	\$ 73.61
1965/66 (au 31 mars 1966)	31,971	\$ 33,820,736.42	\$ 88.15

(1) Les déboursés totaux comprennent les allocations régulières et supplémentaires aux personnes âgées de 65 à 69 ans inclusivement.

Source: Rapports annuels de la Commission des allocations sociales du Québec, Québec.

Tableau 26

**NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ET DÉBOURSÉS AU TITRE DE L'AIDE
SUPPLÉMENTAIRE À LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE, QUÉBEC, 1961-66**

Année	Nombre de bénéficiaires (¹)	Déboursés totaux	Allocation mensuelle par bénéficiaire (²)
1961/62 (du 1-9-61 au 31-12-62)	10,195	\$ 2,379,423.41	\$ 15.56
1963/64 (du 1-1-63 au 31-3-64)	5,954	2,072,357.85	23.20
1964/65 (du 1-1-64 au 31-3-65)	8,429	1,340,148.48	13.25
1965/66 (du 1-4-65 au 31-3-66)	12,839	2,004,441.50	13.01

⁽¹⁾ Nombre de bénéficiaires pendant le dernier mois de la période couverte.

⁽²⁾ Rapport du déboursé total au nombre de bénéficiaires du dernier mois multiplié par le nombre de mois que comprend la période couverte.

Source: Rapports annuels de la Commission des allocations sociales du Québec, Québec.

Tableau 27

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ET DÉBOURSÉS AU TITRE DES
ALLOCATIONS AUX FILLES ET VEUVES DE 60 À 65 ANS, QUÉBEC, 1961-66

Année	Nombre de bénéficiaires	Déboursés totaux	Moyenne par bénéficiaire
1962 (au 31 décembre 1962)	5,929	\$ 2,973,303.76	\$ 55.34
1963 (au 31 décembre 1963)	7,065	\$ 4,755,460.49	\$ 59.82
1964-65 (au 31 mars 1965)	7,865	\$ 6,217,669.78	\$ 67.84
1965-66 (au 31 mars 1966)	8,253	\$ 6,857,011.87	\$ 68.51

Source: Rapport annuel de la Commission des allocations sociales du Québec, Québec.

IV

***les états financiers du ministère
de la famille et du bien-être
social***

ÉTATS FINANCIERS

REVENUS ET DÉPENSES

États des revenus et dépenses du Ministère de la Famille et du Bien-être social, du 1^{er} avril 1965 au 31 mars 1966.

REVENUS

Priviléges, honoraires, licences, permis et divers:

Hôpitaux privés, S.R., C. 192	\$	90.00
-------------------------------	----	-------

Ventes et services:

Ventes de livres et brochures	\$	1,000.00
-------------------------------	----	----------

Recouvrements:

Dépenses des années antérieures	\$	90,277.67
---------------------------------	----	-----------

Gouvernement du Canada:

Contributions afférentes aux années antérieures en rapport avec certains programmes conjoints	\$	443,288.18
	\$	<u>534,655.85</u>

DÉPENSES

DÉPENSES ORDINAIRES:

1 — *Administration:*

1 — Traitements	\$	820,020.15
2 — Frais de voyage	\$	72,608.42
3 — Frais de bureau	\$	15,150.46
4 — Matériel, articles de bureau, impressions et abonnements, achat, entretien et opération d'automobiles	\$	72,785.90
5 — Traitement électronique des données	\$	144,700.00
6 — Films	\$	13,000.00
	\$	<u>1,138,264.93</u>
moins: avances dont compte à rendre	\$	815.95
	\$	<u>1,137,448.98</u>

2 — Bureaux régionaux et service général d'enquêtes:

1 — Traitements	\$ 1,902,399.12
2 — Frais de voyage	\$ 321,474.34
3 — Frais de bureau	\$ 39,583.78
4 — Matériel, articles de bureau, impressions et abonnements	\$ 23,152.56
	<hr/>
	\$ 2,286,609.80
moins: avances dont compte à rendre	\$ 7,174.30
	<hr/>
	\$ 2,279,435.50

3 — Assistance sociale à domicile:

1 — Administration:

1 — Traitements	\$ 2,717,765.65
2 — Frais de voyage \$	13,070.41
3 — Frais de bureau \$	199,900.21
4 — Matériel, articles de bureau, impressions et abonnements ..	\$ 149,693.40
5 — Examens médicaux et frais chirurgicaux	\$ 65,449.29
6 — Enquêtes spéciales	\$ 00
7 — Frais de rapatriement	\$ 79,934.91
8 — Assistance funéraire	\$ 119,677.98
9 — Honoraires	<u>\$ 25,200.00</u>
	\$ 3,370,691.85

2 — Allocations aux personnes âgées de 65 à 70 ans

\$ 32,042,230.58

3 — Allocations aux personnes invalides ..

\$ 17,699,955.20

4 — Allocations aux personnes aveugles

\$ 2,461,093.90

5 — Allocations aux mères nécessiteuses, y compris suppléments

\$ 20,882,057.89

6 — Allocations aux élèves âgés de 16 à 18 ans

\$ 17,546,036.00

7 — Allocation d'assistance à domicile aux personnes employables ou non:

1 — Allocations aux personnes employables	\$ 19,894,886.69
2 — Allocations aux personnes non employables	\$ 51,481,292.76
3 — Allocations aux veuves et femmes seules de 60 à 65 ans	\$ 6,670,658.89
4 — Suppléments aux allocations gouvernementales	\$ 4,346,343.66
5 — Allocations d'assistance spéciale	<u>\$ 1,101,709.52</u>
8 — Subventions d'administration	<u>\$ 2,378,401.89</u>
moins: remboursements	<u>\$ 179,875,358.83</u>
	<u>\$ 10,191,930.02</u>
	<u><u>\$ 169,683,428.81</u></u>

4 — Commission des Allocations sociales du Québec:

1 — Traitements	\$ 121,947.82
2 — Frais de voyage	<u>\$ 1,164.63</u>
	<u><u>\$ 123,112.45</u></u>

5 — *Bien-Être de l'Enfance et Protection de la Jeunesse, y compris subventions:*

1 — *Direction générale:*

1 — Traitements \$	59,092.97
2 — Frais de voyage \$	7,706.84
3 — Frais de bureau \$	1,258.49
4 — Matériel, articles de bureau, impressions et abonnements, achat, entretien et opération d'automobiles .. \$	<u>41,247.34</u> \$ 109,305.64

2 — *Assistance à l'Enfance:*

1 — Traitements \$	131,839.46
2 — Frais de voyage \$	4,404.75
3 — Frais de bureau \$	35.62
4 — Pensions \$	31,348,791.23
5 — Aménagement, réparations, entretien d'im- meubles et autres frais	\$ <u>40,512.31</u> \$ 31,525,583.37

3 — *Écoles de Protection:*

1 — Traitements \$	25,435.75
2 — Frais de voyage et rapatriement des enfants	\$ 750.55
3 — Frais de bureau \$	620.63
4 — Pensions et frais médicaux	\$ 3,652,982.08
5 — Aménagement, réparations, entretien d'im- meubles et autres frais	\$ <u>61,766.16</u> \$ 3,741,555.17

4 — *Services de Probation:*

1 — Traitements	\$ 746,208.43
2 — Frais de voyage \$	143,413.31
3 — Frais de bureau	
et autres	
dépenses	<u>\$ 9,538.56</u>
	\$ 899,160.30

5 — *Centres d'Observation:*

1 — Traitements et salaires	\$ 1,194,037.20
2 — Frais de voyage \$	1,821.04
3 — Frais de bureau \$	1,299.40
4 — Pension et nourriture	\$ 199,858.44
5 — Vêtements, lingerie et buanderie	\$ 35,019.88
6 — Frais médicaux \$	24,471.89
7 — Autres dépenses \$	<u>64,199.26</u>
	\$ 1,520,707.11

6 — *Cliniques d'Aide à l'Enfance:*

1 — Traitements et salaires	\$ 210,053.59
2 — Frais de voyage \$	1,755.16
3 — Frais de bureau	
et autres	
dépenses	<u>\$ 490.30</u>
	\$ 212,299.05

7 — *Centre Berthelet, Montréal:*

1 — Traitements et salaires	\$ 403,016.03
2 — Frais de voyage \$	2,164.98
3 — Frais de bureau \$	2,899.05
4 — Pension et nourriture	\$ 44,924.94
5 — Vêtements, lingerie et buanderie	\$ 4,987.27
6 — Frais médicaux ..	6,353.49
7 — Autres dépenses \$	<u>\$ 44,322.71</u>
	\$ 508,668.47

8 — Subvention pour la prévention de la délinquance juvénile:	\$	424,849.00
moins: remboursements	\$	38,942,128.11
	\$	2,885,714.15
	\$	<u>36,056,413.96</u>

6 — *Bien-Être des personnes âgées et des adultes:*

1 — *Administration:*

1 — Traitements	\$	91,374.15
2 — Frais de voyage \$		8,119.37
3 — Frais de bureau \$		984.70
4 — Matériel, achats, fournitures de bureau, impres- sions et abonne- ments	\$	<u>3,414.25</u>
	\$	103,892.47
2 — Allocations aux personnes non em- ployables placées en institutions ou en foyers pour soins spéciaux	\$	8,078,294.48
3 — Aménagement, réparations, entretien d'immeubles et autres frais	\$	<u>49,199.01</u>
moins: avances dont compte à rendre	\$	8,231,385.96
	\$	200.00
	\$	<u>8,231,185.96</u>

7 — *Conseil Supérieur de la Famille:*

1 — Traitements	\$	7,848.00
2 — Honoraires	\$	2,720.00
3 — Frais de voyage	\$	3,944.11
4 — Frais de bureau et autres dépenses	\$	<u>182.20</u>
moins: avances dont compte à rendre	\$	14,694.31
	\$	50.00
	\$	<u>14,644.31</u>

8 — Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme:

1 — Traitements	\$	62,572.60
2 — Frais de voyage	\$	6,305.71
3 — Frais de bureau et autres dépenses	\$	1,124.89
4 — Matériel, articles de bureau, impressions et abonnements	\$	9,057.58
5 — Publicité éducative	\$	49,282.43
6 — Recherches et publications de travaux	\$	<u>4,494.64</u>
	\$	<u>132,837.85</u>
9 — Subventions:	\$	<u>3,698,395.07</u>
10 — Dépenses diverses et imprévues	\$	<u>29,969.34</u>
TOTAL DES DÉPENSES ORDINAIRES:	\$	<u>221,386,872.23</u>

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS:

**11 — Achat, construction et transformation d'immeubles,
y compris ameublement et équipement:**

1 — Centre d'Accueil Providence, Louiseville	\$	16,642.65
2 — Foyer Notre-Dame-des-Neiges, Trois-Pistoles	\$	201,281.06
3 — Centre Notre-Dame-L'enfant, Sherbrooke	\$	212,762.52
4 — Centre d'Accueil, Drummondville	\$	1,004,344.64
5 — Cité des Jeunes Val d'Espoir, Gaspé-Sud	\$	4,368.72
6 — Institut La Chesnaye Inc., Roberval	\$	15,820.26
7 — Institut des Sourds-Muets, Montréal	\$	25,359.04
8 — Autres projets	\$	<u>195,732.20</u>
	\$	<u>1,676,311.09</u>
	\$	<u>223,063,183.32</u>

appendice

conseil supérieur de la famille

Le Conseil Supérieur de la Famille a été créé par une loi sanctionnée le 18 juin 1964. (S.R.Q. 1964, chapitre 213)

Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Un Conseil Supérieur de la Famille est institué par la présente loi.
2. Ce Conseil est chargé d'aviser le ministre de la famille et du bien-être social sur toutes les questions du ressort de son ministère qui mettent en jeu l'intérêt et le sort des familles du Québec.
3. Ce Conseil se compose de neuf membres, dont un président, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil comme représentant les différents groupes œuvrant dans le domaine du bien-être et de la famille. La durée des fonctions des membres est d'un, deux ou trois ans.
4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, suivant la Loi du service civil, un secrétaire permanent pour assister le Conseil dans son rôle, et faire la liaison avec les services du ministère de la famille et du bien-être social.
5. Les membres du Conseil ne reçoivent aucun traitement. Ils sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées et ils reçoivent une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.
6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**MEMBRES
DU
CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA FAMILLE**

Pour un mandat de trois ans

M. Philippe Garigue, président du C.S.F.Q.
professeur et doyen de la Faculté des Sciences Sociales à l'Université
de Montréal, nommé par l'Arrêté en Conseil No 2,300 du 2-12-64.

M. Gilles Lacroix, t.s.p. d'Ottawa,
nommé par l'Arrêté en Conseil No 2,300 du 2-12-64.

M. David Weiss, p.s.w. de Montréal,
directeur du « Baron de Hirsch Institute & Jewish Child Welfare
Bureau », nommé par l'Arrêté en Conseil No 2,300 du 2-12-64.

Pour un mandat de deux ans

M. Irenée Bonnier,
directeur du service d'éducation de la Fédération provinciale des
Caisses populaires Desjardins, nommé par l'Arrêté en Conseil No 146
du 1-2-66.

M. Michel Marengo de Sherbrooke,
diplômé en pédagogie et psychologie expérimentale (Montréal) et pré-
sident provincial des Associations Parents-Maîtres, nommé par l'Ar-
rêté en Conseil No 2,300 du 2-12-64.

Mme Peter Kerrigan de Montréal,
membre et vice-présidente du « Family Service Association of Mont-
real », nommée par l'Arrêté en Conseil No 1307 du 5-7-65.

Pour un mandat d'un an

M. Jacques Henripin de Montréal,
démographe à l'Université de Montréal, nommé par l'Arrêté en Conseil
No 2508 du 29-12-65.

Mme Dominique Goudreault de Nicolet,
éducatrice et présidente générale de l'Union Catholique des Femmes
Rurales, nommée par l'Arrêté en Conseil No 2,300 du 2-12-64. Mandat
renouvelé par l'Arrêté en Conseil No 2,508 du 29-12-65.

M. Raymond Parent de Ste-Foy,
vice-président de la C.S.N., nommé par l'Arrêté en Conseil No 2,300
du 2-12-64. Mandat renouvelé par l'Arrêté en Conseil No 2,508 du
29-12-65.

RAPPORT DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA FAMILLE

1965/66

Le Conseil Supérieur de la Famille a consacré sa deuxième année d'existence à l'examen des nombreux problèmes familiaux qui ont été portés à sa considération par les organismes et mouvements familiaux du Québec. Ce rapport exprime donc les préoccupations qui ont été celles du Conseil Supérieur de la Famille durant l'année 1965/66.

Composition du Conseil

Durant cette année, le Conseil s'est composé des neuf membres suivants qui, comme on le sait, ne sont pas tous nommés pour une période de temps uniforme. Monsieur Philippe Garigue, monsieur Gilles Lacroix et monsieur David Weiss ont accompli une deuxième année du mandat de trois ans qui leur a été confié. Trois autres membres ont achevé le mandat de deux ans qui leur a été confié; il s'agit de monsieur Irenée Bonnier, monsieur Michel Marengo et madame Peter Kerrigan. Enfin, monsieur Jacques Henripin, madame Dominique Goudreault et monsieur Raymond Parent ont complété le mandat d'un an qui leur a été confié au sein du Conseil.

Les réunions du Conseil

La douzième réunion du Conseil s'est tenue à Montréal, le 10 décembre 1965. Elle a été suivie de dix réunions à raison d'environ une par mois. Au cours de sa douzième réunion, les membres du Conseil Supérieur de la Famille ont abordé certains problèmes afférents à l'enfance québécoise malheureuse. Ce problème a été envisagé, en étroite consultation avec le Directeur général des Services de Bien-Être à l'enfance et à la jeunesse, monsieur le docteur Claude Mailhiot et également, avec les principaux représentants du comité consultatif sur la Justice, Me Jean Beetz, le Révérend Père Noël Mailloux, o.p. et le docteur Denis Szabo, criminologue. La treizième réunion tenue le 14 janvier 1966 a elle aussi, fait l'objet de délibérations en faveur de l'enfance malheureuse. Au cours de la réunion suivante, tenue le 4 février 1966, le Conseil a rencontré les deux principaux responsables des programmes d'éducation familiale, au sein du Ministère de l'Éducation, monsieur René Raymond et monsieur l'abbé Roger Marquis.

Ces entretiens ont permis de mettre en lumière la nécessité d'accorder une attention plus particulière, en ce qui a trait à l'enseignement familial à dispenser compte tenu des aspirations d'une société moderne. La quinzième réunion s'est tenue le 11 février 1966 à Montréal. Cette réunion a été honorée par la présence de l'ex-ministre de la Famille et du Bien-Être Social, monsieur René Lévesque. L'entretien du Conseil avec l'ex-ministre a consisté en un échange de vues quant au type de services que le ministre attendait du Conseil Supérieur de la Famille durant la présente année. La seule réunion qui s'est tenue en dehors de Montréal ou Québec est celle du 18 mars dernier, qui a eu lieu à Trois-Rivières. Cette réunion a fait l'objet, de la part du Conseil, d'un premier examen des analyses menées depuis le début de l'année, sur les quelques soixante mémoires que les mouvements et organismes familiaux ont bienveillamment adressés au Conseil Supérieur de la Famille. Il a dès lors été convenu que le Conseil s'attachera à mettre à profit les propositions, suggestions et recommandations des organismes familiaux du Québec. Des sous-comités de travail ont été mis en place, à la fois pour tirer des conclusions des avis sollicités aux mouvements familiaux, pour émettre des propositions quant aux infléchissements à donner à l'éducation familiale et également, quant à la définition de règlements d'ordre intérieur et mode de fonctionnement pour le Conseil. Ces matières ont fait l'objet des dix-huitième et dix-neuvième réunions tenues respectivement à Montréal et à Québec les 20 mai et 21 juin 1966. Dès la vingtième réunion, qui eut lieu à Québec vers la fin août 1966, le problème de la régulation des naissances a été étudié par le Conseil. De plus, un diagnostic global concernant la situation socio-économique des familles du Québec a été mis en forme par le Conseil. La vingt-deuxième réunion a été honorée par la présence de monsieur Jean-Paul Cloutier, Ministre de la Famille et du Bien-Être Social et Ministre de la Santé. À cette occasion, le Ministre a indiqué sa conception relativement aux divers conseils supérieurs rattachés au Gouvernement, et notamment en ce qui a trait au Conseil Supérieur de la Famille.

Le Ministre Cloutier a rappelé que l'adoption, en juin 1964, de la Loi du Conseil Supérieur de la Famille, signifiait et signifie, selon son entendement, « non pas une démission de l'État par rapport à ses propres responsabilités, mais au contraire, un recours à des avis objectifs et intéressés aux problèmes de la Famille. » « Il va sans dire, d'ajouter le Ministre, qu'en créant le Conseil Supérieur de la Famille ou tout autre conseil, l'intention du gouvernement n'est certes pas d'instituer de quelconques groupes de pression qui, à certains égards, risqueraient d'entraver l'exercice même de ses responsabilités. » Au contraire, M. Cloutier considère que le gouvernement se réfère à des conseils supérieurs, en tant que ceux-ci réunissent

des conseillers objectifs et susceptibles de lui faire partager la sagesse populaire qui est la leur. À cet égard, le Ministre a ajouté qu'il était persuadé que le Conseil Supérieur de la Famille pouvait, dans une certaine mesure, faire fonction d'antenne dans les perceptions de certains besoins des familles québécoises et qu'il comptait sur celui-ci pour les lui interpréter le plus fidèlement possible.

Le ministre a déclaré que c'est au gouvernement qu'il appartient d'organiser sa pensée de façon cohérente, de la formuler en termes de politiques et de programmes. Selon le ministre, cette responsabilité ne peut être, ni déplacée, ni déléguée à qui que ce soit, si on ne veut pas fausser le jeu véritable de la démocratie. « Il ressort donc que le devoir immédiat d'organismes tels les Conseils ne consiste pas à élaborer des politiques ou des programmes gouvernementaux, mais consiste plutôt à m'éclairer, à m'aviser sur les infléchissements sociaux ou familiaux à leur donner. Ceci pour éviter dans les institutions, dans les lois, dans les programmes et dans les organisations para-publiques les risques de porter atteinte à l'unité, à la cohésion et à la stabilité de la famille québécoise ». C'est cette sorte de préoccupation qui devrait animer, selon monsieur Cloutier, tous ceux qui seront appelés à travailler dans les conseils supérieurs auprès du gouvernement.

Les avis du Conseil:

Au cours de l'année 1965/66 le Conseil Supérieur de la Famille a émis des avis aux Ministres responsables, sur les questions suivantes:

- a) Recommandation en faveur de l'enfance malheureuse (17-2-66).
- b) Problème de la régulation des naissances (21-10-66).

Le Conseil Supérieur de la Famille profite de la présente livraison du rapport annuel du Ministère de la Famille et du Bien-être social pour réitérer ses plus vifs remerciements à chacun des mouvements familiaux du Québec, qui lui ont adressé des mémoires. Ces mouvements sont les suivants:

Ass. des Techniciennes en Sciences familiales
Centre de Bénévolat du Conseil des Oeuvres de Montréal
Centre de référence du Conseil des Oeuvres de Montréal
Conseil des Oeuvres de Montréal
Conseil Général des Cercles de Fermières
Dames de Ste-Anne — St-Odilon
Dames Hélène de Champlain

Fédération Nationale des Ligues du Sacré-Cœur
Institut de la Famille de Montréal
La Sauvegarde de l'Enfance
Le Conseil Canadien du Bien-Être
Le Service Social du Bon Conseil
Les Services Familiaux du Comté de Brôme
Service d'orientation des foyers
Service Social de Hull
Le Centre de Service Social du diocèse de Sherbrooke Inc.
Service Social de Nicolet
Service de préparation au Mariage
Service Social du diocèse de St-Hyacinthe
Société d'Orientation et de Réhabilitation Sociale
Service d'Orientation des Foyers
Service Social de Mont-Laurier
Service Social du diocèse d'Amos
Services Familiaux des Auxiliatrices
Services Familiaux du quartier St-Henri
Société de Service Social aux familles
Le Centre d'action familiale de Sherbrooke
Société St-Vincent de Paul
Service Social du diocèse de Mont-Laurier
Foyers Notre-Dame
Service d'Accueil aux voyageurs et aux immigrants
Les veuves chefs de familles
Centre de Service Social de Trois-Rivières
Les Petites Sœurs de l'Assomption
Service Social de Chicoutimi
Fédération des Unions de Familles Inc.
Fédération des Travailleurs Sociaux Professionnels
Union Catholique des Femmes Rurales
Confédération des Syndicats Nationaux
The Montreal Children's Hospital
Society for the Protection of Women and Children
Montreal Young Women's Christian Association
Baron de Hirsch Institute
Catholic Welfare Bureau of the Federation of Catholic Charities
Children's Service Centre
Family Life Education Council of Montreal
Family Service Association of Montreal
Lakeshore Community Services
Montreal Council of Social Agencies
Montreal Day Nursery
Quebec Federation of Protestant Home and School Association

St-Martha's Home of the Federation of Catholic Charities
The Montreal Council of Women
The Vocational Project Association
The Marriage Counselling Centre of Montreal
Griffith-McConnell Home

annexes

Liste des annexes

Annexe « A »: Loi du Ministère de la Famille et du Bien-Être Social

Annexe « B »: Liste des principales lois administrées par le Ministère de la Famille et du Bien-Être Social

Annexe « C »: Liste des institutions d'assistance publique

Note: Les tableaux de référence des ressources en bien-être social existantes dans les dix régions administratives du Québec sont disponibles sur demande.

Annexe "A"

LOI DU MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL,

S.R.Q. 1964, chap. 212

1. Le ministre de la Famille et du Bien-être social est chargé:

a) de la direction et de l'administration du ministère de la Famille et du Bien-être social;

b) de l'application des lois ayant pour objet particulier le bien-être social;

c) de prendre les mesures nécessaires pour aider la famille à remplir son rôle, et de coordonner l'application des lois de bien-être;

d) d'étudier les divers aspects du problème de l'habitation familiale en vue d'adopter les meilleurs moyens de le résoudre;

e) d'étudier les problèmes concernant l'enfance négligée ou délaissée, la délinquance juvénile, la rééducation des jeunes délinquants, la ségrégation et le traitement des jeunes détenus et tous autres problèmes concernant l'enfance et la jeunesse malheureuses, et d'en rechercher les solutions appropriées.

2. Les programmes d'étude dans toute école ou institution relevant du ministère de la Famille et du Bien-être social sont préparés et appliqués sous l'autorité et la surveillance du ministre de l'Éducation.

Toute nomination dans le personnel enseignant de ces écoles doit être soumise avec diligence, pour revision, au ministre de l'Éducation, qui peut la désavouer dans un mois de la signification qui lui en est faite; cette nomination cesse d'avoir effet à compter du jour où le ministre de l'Éducation informe le ministre de la Famille et du Bien-être social de ce désaveu.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre de la Famille et du Bien-être social.

4. Sous la direction du ministre, le sous-ministre a la surveillance des officiers, commis, messagers et autres employés du ministère, il a le contrôle général des affaires du ministère et il exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

5. Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre, son autorité est celle du chef du ministère et sa signature officielle donne force et autorité à tout document du ressort du ministère.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme aussi un secrétaire et tous autres officiers, commis et messagers nécessaires à la bonne administration du ministère, conformément à la Loi du service civil (chap. 13).

7. Les devoirs respectifs des officiers, commis et autres employés du ministère non expressément définis par la loi ou par le lieutenant-gouverneur en conseil sont déterminés par le ministre.

8. Nul acte, contrat, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou par le sous-ministre.

9. Toute copie d'un document faisant partie des archives du ministère, certifiée conforme par le ministre ou le sous-ministre, est authentique et a la même valeur que l'original.

10. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser, aux conditions qu'il détermine, le ministre à organiser des institutions de bien-être social administrées par le ministère.

Il peut aussi l'autoriser à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, des terrains ou des immeubles nécessaires à ces fins.

Il peut de plus l'autoriser à conclure, avec toute personne, société ou corporation, les ententes qu'il juge appropriées ou à modifier celles qui existent, pour remédier à la délinquance juvénile, assurer la garde, l'entretien et le soin des enfants abandonnés et des jeunes délinquants et aider à la réhabilitation de ces derniers.

Annexe "B"

LOIS ADMINISTRÉES PAR LE MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

Nom de la loi	Référence
Loi du Ministère de la Famille et du Bien-être social	S.R.Q. ch. 212
Loi du Conseil supérieur de la famille	S.R.Q. ch. 213
Loi de la Commission des allocations sociales	S.R.Q. ch. 215
Loi de l'assistance publique	S.R.Q. ch. 216
Loi des hôpitaux privés	S.R.Q. ch. 217
Loi de l'adoption	S.R.Q. ch. 218
Loi des enfants immigrants	S.R.Q. ch. 219
Loi de la protection de la jeunesse	S.R.Q. ch. 220
Loi de la Clinique d'aide à l'enfance	S.R.Q. ch. 221
Loi des allocations scolaires	S.R.Q. ch. 222
Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses	S.R.Q. ch. 223
Loi des allocations aux aveugles	S.R.Q. ch. 224
Loi de l'aide aux invalides	S.R.Q. ch. 225
Loi de l'assistance aux personnes âgées	S.R.Q. ch. 226

Annexe "C"

LISTE DES INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A — *Institutions d'assistance publique pour les enfants:*

1 — Pour enfants normaux d'âge pré-scolaire (liste des crèches)

Hôpital Ste-Marie	1991, boul. Carmel, Trois-Rivières.
Crèche d'Youville	5705, Côte de Liesse, Montréal 9.
Crèche St-François d'Assise	3601, rue de la Rousselière, Pointe-aux-Trembles.
Crèche de la Miséricorde	897 est, Lagauchetièvre, Montréal 24.
Crèche St-Vincent-de-Paul	1210, Chemin Ste-Foy, Québec 6.
Crèche de l'Hôpital Ste-Marie	850, rue de la Terrière, Trois-Rivières.
Ville Joie Ste-Thérèse de l'Enfant Jésus	430, boul. Taché, Trois-Rivières.

2 — Pour enfants normaux d'âge scolaire (liste des orphelinats)

Bishop Mountain Hall	Coaticook, Cté Stanstead.
Centre d'Orientation	39 ouest, boul. Gouin, Montréal 12.
Collège Val-d'Estrie	Waterville, Cté Compton.
École Bellerive	Casier postal 318, La Malbaie, Cté Charlevoix.
École Notre-Dame de Liesse	5707, Côte de Liesse, Montréal 9.
Finlay Home ⁽¹⁾	230, Chemin Ste-Foy, Québec 6.
Foyer La Jemmerais ⁽¹⁾	2, rue Youville, Varennes, Cté Verchères.
Patronage St-Charles	1729, boul. des Forges, Trois-Rivières.
Foyer Ste-Anne ⁽¹⁾	Mont-Laurier, Cté Labelle.

(1) Ressort aussi des adultes.

Foyer St-Joseph Inc.	Estcourt, Cté Témiscouata.
Hospice Ste-Croix	141, rue Guillet, Marieville, Cté Rouville.
Institut Dominique Savio	9335, rue St-Hubert, Montréal 11.
Institut La Mennais	Ste-Germaine, Cté Dorchester.
Institut Mgr Courchesne	191, rue St-Germain, Rimouski.
Institut Ste-Geneviève	1140, rue Berthelot, Québec 4.
Institut St-Georges	1109, ave Bégin, Chicoutimi.
Institut St-Jean-Baptiste	Lac Sergent, Cté Portneuf.
Institut St-Jean Bosco	2160, Chemin Ste-Foy, Québec 10.
Institut St-Joseph-de-la-Délivrance	93, St-Louis, Lévis.
Jardin de l'Enfance	Beauharnois, Cté Beauharnois.
Maison du Sacré-Cœur	125, rue Fraser, Rivière-du-Loup.
Maison Marie-Fitzbach ⁽¹⁾	1050, rue Lachevrotière, Québec 4.
Maison Nazareth Inc.	Black Lake, Cté Mégantic.
Maison Notre-Dame-des-Champs	Sully, Cté Témiscouata.
Montreal Day Nursery	865, Carré Richmond, Montréal 3.
Mont Villeneuve	St-Ferdinand d'Halifax, Cté Mégantic.
Orphelinat Catholique	4434, boul. Décarie, Montréal 28.
Orphelinat de l'Immaculée	930 est, Jacques-Cartier, Chicoutimi.
Orphelinat d'Youville	2915, ave de l'Orphelinat, Giffard, Québec 5.

(1) Ressort aussi des adultes.

Orphelinat Italien St-Joseph	4675 est, rue Bélanger, Montréal 36.
Orphelinat St-Joseph	St-Damien, Cté Bellechasse.
Orphelinat St-Joseph	St-Joseph, Cté Beauce
Orphelinat St-Sauveur ⁽¹⁾	150, rue Christophe-Colomb, Québec 8.
Orphelinat Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus (Centre Familial Thérèse Martin)	300, rue Montée St-Luc, St-Jean.
Pavillon des Jeunes	Colline Notre-Dame, St-Damien, Cté Bellechasse.
Providence Ste-Élisabeth	1691, boul. Pie IX, Montréal 4.
Providence St-Joseph	260 sud, rue Lavaltrie, Joliette.
Providence St-Vincent-de-Paul ⁽¹⁾	18, rue de la Fabrique, Valleyfield, Cté Beauharnois
St. Brigid's Home	80, Grande-Allée est, Québec 4.
St. Patrick's Orphanage	5808, ave Deom, Montréal 8.
Ville-Joie-St-Dominique	1455, boul. du Carmel, Trois-Rivières.
Weredale House	6, Weredale Park, Montréal 6.
Centre Notre-Dame-de-l'Enfant	Rue Prospect, Sherbrooke.

3 — Pour enfants handicapés physiques, psychiques et mentaux (liste des institutions spécialisées)

École Cardinal-Velleneuve	7, ave Ste-Geneviève, Québec 4.
École Victor-Doré	1350 est, boul. Métropolitain, Montréal 35.

(1) Ressort aussi des adultes.

Institut Clairséjour	500, ave Claremont, Montréal 6.
Institut Clairséjour	Pavillon Mariebourg, 2905 est, boul. Gouin. Montréal 12.
Institution des Sourdes-Muettes	3725, rue St-Denis, Montréal 18.
Institut des Sourds	Ave Bourg Royal et St-Viateur, Charlesbourg-Est, Québec 7.
Institut des Sourds-Muets	7400, boul. St-Laurent, Montréal 10.
Institut Louis-Braille	1255, rue Beauregard, Ville Jacques-Cartier, Cté Chambly.
Institut Mgr Chaumont	1035, rue des Seigneurs, Montréal 25.
Institut Nazareth	1460 est, boul. Crémazie, Montréal 35.
School for Crippled Children	1585, ave Cedar, Montréal 25.
École Maternelle de Neuville	Neuville, Cté Portneuf.
École Notre-Dame de l'Enfant	361, rue Moore, Sherbrooke.
Institut Doréa	Franklin Center, Cté Huntingdon.
Institut Lachesnaie	Roberval, Cté Roberval.
Institut Mgr Guay	Ville-Guay, Lauzon, Cté Lévis.
Institut Val-du-Lac Inc.	C.P. 1026, Sherbrooke.
Mont St-Aubert	400, 1re Avenue, Orsainville, Québec 7.
4 — Pour enfants mésadaptés sociaux (liste des écoles de protection, centres d'accueil et cliniques d'aide à l'enfance)	
Boscoville	1233 est, boul. Gouin, Rivière des Prairies, Montréal-Nord.

Boy's Farm and Training School	Shawbridge, Cté Terrebonne.
École Notre-Dame-de-Laval	229, boul. des Prairies, Laval-des-Rapides.
École Ste-Domitille	233, boul. des Prairies Laval-des-Rapides.
Girls' Cottage School	C.P. 70, St-Bruno, Cté Chambly.
Institut Notre-Dame-de-la-Merci	Huberdeau, Cté Argenteuil.
Maison Notre-Dame de la Garde	95, St-Félix, Cap Rouge, Cté Québec.
Maison Ste-Agnès	52 est, rue Sherbrooke, Montréal 18.
Maison St-Charles	88, rue St-Félix, Cap Rouge, Cté Québec.
Maison Ste-Hélène	9469 ouest, boul. Gouin, Pierrefonds, Cté Jacques-Cartier
Marian Hall	575, ave Golf, Beaconsfield, Cté Jacques-Cartier.
Mont St-Antoine	8157 est, rue Sherbrooke, Montréal 5.
Manoir Charles de Foucauld	2475, ruc St-Viateur, Giffard.
Centre St-Vallier	5960, rue de St-Vallier, Montréal.
Centre d'Accueil féminin	2150, rue Hôtel-de-Ville, Montréal.
Centre d'observation	2025, rue Muir, Ste-Foy.
Centre d'Accueil de l'Hôpital Sacré-Cœur (filles)	1936, ave Belvédère, Sherbrooke.
Clinique d'Aide à l'Enfance de Montréal	30 est, boul. St-Joseph, Montréal.
Clinique d'Aide à l'Enfance de Québec	2025, rue Muir, Ste-Foy.

Centre Berthelet	8029, 8e Avenue, Rivières des Prairies
Centre Notre-Dame du Perpétuel Secours	5055, rue St-Dominique, Montréal.

B — Institutions d'assistance publique pour les adultes

1 — Pour les mères célibataires

Crèche St-Vincent-de-Paul	1210, Chemin Ste-Foy, Québec 6.
Hôpital de la Miséricorde (Section B)	850 est, rue Dorchester, Montréal 24.
Centre Rosalie Jetté	1801 est, boul. Gouin, Montréal 12.
Foyer Joly	105, rue Joly, Trois-Rivières ouest, P.Q.
Villa St-Michel	7400, boul. St-Michel, Montréal.
Pension Giroux	10,747, rue Lambert, Montréal.

2 — Pour personnes âgées (listes des hospices et autres maisons de repos)

Foyer St-Mathieu ou	1185, rue Saint-Mathieu, Montréal 25.
Hôpital des Sœurs Grises	
Hospice St-Antoine	1451, boul. Père Lelièvre, Québec 8.
Ladies' Protestant Home	95 ouest, Grande-Allée, Québec 6.
Father Duwd Memorial Home	481 ouest, Lagachetière, Montréal 1.
St. Brigid's Home	80 est, Grande-Allée, Québec 4.
Finlay Home	230, Chemin Ste-Foy, Québec 6.

Foyer Saint-Henri, Inc.	751, rue du Collège, Montréal 30.
The Wales Home	Richmond, Richmond County.
Providence Émilie Gamelin	1440, rue Dufresne, Montréal 24.
Foyer d'Youville	12, rue Saint-Joseph, Montmagny.
Orphelinat Saint-Sauveur	150 ouest, Christophe-Colomb, Québec 8.
Hôtel-Dieu de Nicolet	Nicolet.
Hospice Sainte-Croix	Marieville, Cté Rouville.
Hospice Sainte-Croix	Casier postal 96, Thetford-Mines, Cté Mégantic.
Hospice Saint-Bernard	Lac-Vert, Cté Bellechasse.
Providence Saint-Vincent-de-Paul	18, rue de la Fabrique, Valleyfield, Cté Beauharnois.
Hospice de la Providence	30, rue Saint-Aimé, Louiseville, Cté Maskinongé.
Hospice Drapeau	2 est, rue Blainville, Sainte-Thérèse-de-Blainville, Cté Terrebonne.
Foyer Saint-Joseph	Beauharnois.
Hospice Bourget	3500 est, rue Ontario, Montréal 4.
Providence Auclair	4220, rue Henri-Julien, Montréal 18.
Foyer Sainte-Anne	Mont-Laurier, Cté Labelle.
Hôpital Notre-Dame de la protection	Sainte-Marie, Cté Beauce.
Foyer de la Providence	1431, rue Fullum, Montréal 24.
Foyer d'Youville	531, rue Laviolette, Saint-Jérôme, Cté Terrebonne.
Providence Sacré-Cœur	Saint-André-Avellin, Cté Papineau

Hospice Sainte-Élisabeth	Farnham, Cté Missisquoi
Le Foyer	80 est, rue Tessier, Rouyn, Cté Rouyn-Noranda.
Maison de Fargy	700, boul. des Chûtes, Beauport, Québec 5.
Hôpital-Hospice Marie-Reine-du-Clergé	Lac au Saumon, Cté Matapedia.
Foyer du Sacré-Cœur	301, rue Montcalm, Berthierville, Cté Berthier.
Foyer Saint-André	Saint-André, Cté Kamouraska.
Institut Saint-Joseph-de-la- Délivrance	93, rue Saint-Louis, Lévis.
Hospice Saint-Paul	255, Brock, Drummondville, Cté Drummond
Hospice d'Youville	Saint-Benoit, Cté Deux-Montagnes.
St. Margaret's Home	51 ouest, rue Sherbrooke, Montréal 18.
L'Aide aux vieux couples	7905 est, rue Sherbrooke, Montréal 5.
Maison de la Providence	778, rue Saint-Jérôme, Caser postal 1060.
Foyer de Saint-Célestin	Saint-Célestin, Cté Nicolet.
Maison Marie-Fitzbach	1050, rue Lachevrotière, Québec 4.
Ermitage Saint-Joseph	Victoriaville, Cté d'Arthabaska.
Institution des Sourdes-Muettes	3725, rue Saint-Denis, Montréal 18.
Providence Saint-Victor	2020, rue Richelieu, Belœil, Cté Verchères.
Hospice Morin	6365, rue de Saint-Vallier, Montréal 10.
Foyer Notre-Dame du Perpétuel Secours	Saint-Tite des Caps, Cté Montmorency.
Foyer Saint-Antoine	66, ave Grant, Longueuil, Cté Chambly.

Foyer Valin Inc.	Saint-Méthode, Cté Frontenac.
Foyer du Sacré-Cœur	1989 est, rue Sherbrooke, Montréal 24.
Hospice Saint-Joseph	Maria, Cté Bonaventure.
Providence Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	151, rue Saint-Ignace, Laprairie.
Foyer Notre-Dame-du-Rosaire	5136 est, rue Notre-Dame, Montréal 4.
Foyer Saint-Joseph de Sherbrooke	611 nord, boul. Queen, Sherbrooke.
Foyer Sainte-Marie	Alma, Cté Lac Saint-Jean.
Providence Saint-Antoine-de-Padoue	Saint-Lin des Laurentides, Cté l'Assomption.
Maison Mère Mallet	945, rue Saint-Olivier, Québec 4.
Maison de la Providence	Coteau du Lac, Cté Soulanges.
Maison de la Charité	162, boul. du Sacré-Cœur, Rimouski.
Foyer St-Joseph	
Hospice des Sœurs de la Charité	Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Cté Kamouraska.
Hospice Saint-François Soland	3958, rue Dandurand, Montréal 36.
Le Foyer Bon-Secours, Inc.	L'Islet.
Foyer Saint-Raphaël, Inc.	Saint-Raphaël, Cté Bellechasse.
Maison St-Joseph	5605 est, Beaubien, Montréal.
Hospice Saint-Jean	324, rue Saint-Joseph, St-Raymond, Cté Portneuf.
Maison de la Providence	St-Casimir, Cté Portneuf.
Maison Saint-Joseph	92, rue St-Dominique, Jonquière, Cté Jonquière-Kénogami.
Pavillon Notre-Dame Inc.	Rue Cartier, La Guadeloupe, Cté Frontenac.

Centre d'Accueil de Louiseville Inc.	Louiseville, Cté Maskinongé.
Foyer Thérèse Martin	Rivière Ouellet, Cté Kamouraska.
Foyer Mgr O. Roy	St-Joseph, Cté Beauce.
Griffith McConnell Homes for Elderly People	5760 — 80th. Ave Parkhaven, Côte St-Luc.
Institut Canadien Polonais	5655 est, rue Bélanger, Montréal.
Foyer St-Joseph de la Baie	Grande Baie, Chicoutimi ou Dubuc
Foyer Frompton	St-Edmond de Frompton, Dorchester.
L'aide à la Femme Inc.	2375, rue Aird, Montréal.

table des matières

LA TABLE DES MATIÈRES

Introduction	11
I. Une rétrospective sur le bien-être social au Québec	13
II. L'activité et les réalisations du ministère de la Famille et du Bien-être social	23
Introduction	25
Chap. 1 ^{er} : La direction générale de l'administration	27
Chap. 2 ^e : La direction générale des services de l'assistance sociale	28
Chap. 3 ^e : La direction générale des Services à l'enfance et à la jeunesse	32
L'enfance abandonnée	33
L'enfance handicapée	35
L'enfance délinquante ou ayant besoin de protection	36
Chap. 4 ^e : La direction générale des Services aux personnes âgées et aux autres adultes	38
Corollaire: Les allocations familiales et scolaires	41
III. Les statistiques sur l'assistance sociale au Québec	43
IV. Les états financiers du ministère de la Famille et du Bien-être social	75
Appendice: Conseil Supérieur de la Famille	85
Annexes	95

*Roch Lefebvre
Imprimeur de la reine
Maquette: A. Gendron*